

De Stemming/L'enquête nationale 2025

Recherche commandée par la VRT, De Standaard et la RTBF
(version 20/5/2025)

Jonas Lefevere (UA)
Stefaan Walgrave (UA)
Jean-Benoît Pilet (ULB)



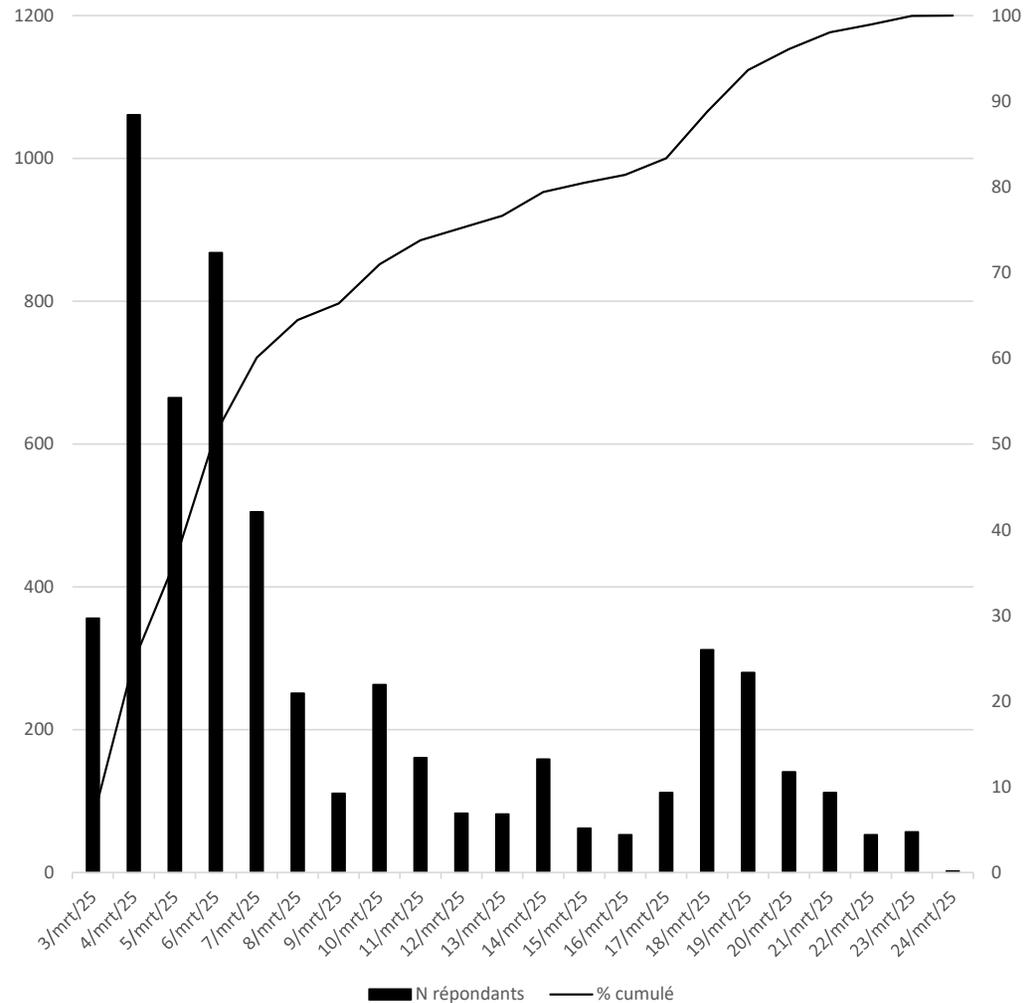
0. Méthodologie

Méthodologie

- Enquête en ligne par questionnaire auprès d'échantillons représentatifs de l'électorat en Flandre, (N=2278), Wallonie (N=2064) et en Région de Bruxelles-Capitale (N=1542). Au total, 5884 répondants ont participé.
- Le recrutement des répondants a été confié à la société BPACT. L'UA et l'ULB étaient en charge de l'élaboration et de la programmation du questionnaire, du contrôle de la qualité des données, du nettoyage des données collectées, de l'analyse et du rapportage.
- Représentativité
 - Le recrutement n'a pas suivi la méthode de recrutement aléatoire probabiliste (pas possible en ligne), mais un échantillonnage par quotas. Des répondants déjà recrutés au sein du panel BPACT et d'autres panels ont reçu une invitation à participer à l'enquête.
 - L'échantillonnage par quotas définit des critères sur lesquels l'échantillon total doit correspondre dans sa distribution à l'ensemble de la population étudiée (ici, les Belges en âge de voter). Les quotas ont été définis en croisant 4 critères: âge (5 catégories), niveau de diplôme, genre, et province de résidence (sauf à Bruxelles).
 - Nous ne pouvons produire de taux de réponse puisque le recrutement dans les panels s'opère en ciblant de façon différente les répondants selon les quotas (plus de contacts dans les catégories plus difficile à atteindre). Le taux de réponse est une donnée plus pertinente pour les échantillons constitués par une approche probabiliste.
 - L'échantillon bruxellois étant plus petit, les résultats à Bruxelles doivent être analysés et interprétés avec plus de prudence. En particulier, pour la plupart des analyses, le sous-échantillon des Bruxellois néerlandophones est trop petit.

Collecte de données (1)

- Collecte de données: du 3 au 24 mars 2025 (voir graphique).
- Contexte politique
 - 239 jours après les élections du 9 juin 2024, et exactement 1 mois (3 février 2025) après la formation du nouveau gouvernement fédéral De Wever I.
 - Il n'y a pas eu d'évènement majeur ayant écrasé tous les autres pendant la période de collecte de données (comme durant le COVID).
 - Les informations étaient fortement dominées par des éléments de politique internationale: Gaza, Yemen (et scandale Signal), décisions de l'administration Trump, , guerre en Ukraine,...
 - En Belgique, les débats principaux pendant la période étaient dominés par la question du budget de la défense.



Collecte de données (2)

- La qualité des réponses était vérifiée de différentes façons:
 - Les répondants ayant complété le questionnaire en moins de 5 minutes sont exclus des analyses (temps médian de réponse: 25,6min).
 - Les questionnaires complétés ont été scrutés afin d'identifier des cas de *straightlining* (à savoir donner toujours la même réponse au sein d'une batterie de questions). Elles sont en signe de risque de réponse automatique. Nous avons exclu les répondants ayant trop de batteries de questions avec un schéma de réponse de *straightlining*.
 - Les répondants ayant donné des réponses incohérentes dans les questions ouvertes (problème le plus important, se sentir bien représenté par un responsable politique, ...) ont aussi été exclus.
 - Un matching des répondants ayant les mêmes caractéristiques démographiques (âge, genre, lieu de résidence, composition du ménage) a été réalisé. Si les réponses aux questions ouvertes étaient identiques pour ces répondants, ils étaient considérés comme des doubles réponses et un des deux questionnaires était exclu.

Echantillon (1)

- Echantillon total: N=5749 répondants ont complété le questionnaire (après exclusion des répondants de faible qualité). 5398 ont été inclus dans les analyses. Les répondants exclus l'ont été car ils n'avaient pas répondu à la question sur le vote en 2024, celle-ci étant requise pour la pondération des données.
- De Stemming 2025 (DS25) est la première édition à couvrir les 3 régions du pays, et plus uniquement la Flandre.
 - En **Flandre**, 2366 répondants ont complété le questionnaire, dont 2278 réponses complètes et valides reprises dans les analyses. Pour plusieurs analyses, nous pourrions faire une comparaison avec les éditions précédentes de l'enquête, soit De Stemming 2020 (N=1.857), 2021 (N=1.908), 2022 (N=1.884), 2023 (N=1.921) et 2024 (N=1844). Les mêmes méthodes de pondération (voir slide suivant) ont été appliquées pour chacune de ces enquêtes.
 - Les éditions précédentes de De Stemming, en Flandre, ont été réalisées par une société de sondage (Kantar) différente de celle de 2025 (BPACT). Étant donné que les panels avec lesquels ces agences travaillent ne sont pas tout à fait comparables en termes de taille et de composition, nous devons être prudents lorsque nous comparons l'enquête DS25 avec les éditions précédentes. Seules les différences substantielles doivent être interprétées comme des différences effectives.
 - En Wallonie, l'échantillon est composé de 2234 répondants, dont 2064 réponses complètes et valides reprises dans les analyses.
 - En Région de Bruxelles-Capitale, l'échantillon est composé de 1149 répondants, dont 1056 réponses complètes et valides reprises dans les analyses.
 - Pour la Wallonie et Bruxelles, les comparaisons dans le temps ne sont pas possibles. Sur certains points, nous pouvons néanmoins comparer avec l'enquête interuniversitaire NOT LIKE US (réalisée en 2024 avec le panel BPACT).

Echantillon (2)

- Les tableaux ci-dessous comparent la distribution des répondants dans nos échantillons et dans la population générale sur le genre, l'âge, le niveau de diplôme, la province de résidence, vote en 2024 (fédérales). Ces comparaisons nous permettent de construire des clés de pondération pour corriger les écarts de représentativité de l'échantillon.
- Concernant la comparaison entre l'échantillon et la population sur le choix électoral:
 - Nous calculons le pourcentage « cible » pour les partis à partir du nombre total d'électeurs inscrits, et pas seulement sur le nombre de votes validement exprimés. Nous prenons donc en compte les non-votants et les votes blancs et nuls. Par conséquent, les pourcentages de vote des partis dans la tableau ci-dessous sont inférieurs à leur score électoral qui n'est, en général, que présenté que en pourcentage des votes valides. Nous devons aussi prendre en compte les nouveaux électeurs qui n'avaient pas le droit de vote en juin 2024 mais l'auraient si des élections devaient avoir lieu en mars 2025.
 - Nous ajustons également les pourcentages à la baisse pour tenir compte des nouveaux électeurs (qui n'avaient pas le droit de vote en juin 2024). Pour nos calculs de pondération, nous avons fixé ce pourcentage de nouveaux électeurs à 1,4 % en Région flamande, 1,6 % en Région wallonne et 1,7 % en Région de Bruxelles-Capitale. Nous basons notre estimation du nombre de nouveaux électeurs sur le nombre de jeunes de 17 ans dans les trois régions au 1er janvier 2024 (chiffres StatBel). Nous ajustons proportionnellement à la baisse les pourcentages dans les autres catégories, de sorte que la répartition sur le comportement électoral 2024 s'élève à 100 %.
- Comme dans les enquêtes De Stemming précédentes, l'échantillon est globalement représentatif sur le choix électoral, sauf pour la catégorie "je ne suis pas allé voter".

Echantillon (3)

Brussels Gewest			Vlaams Gewest			Waals Gewest		
Genre et niveau d'éducation	% DS/EN2025	% Pop.	Genre et niveau d'éducation	% DS/EN2025	% Pop.	Genre et niveau d'éducation	% DS/EN2025	% Pop.
Femme, enseignement primaire	5,3%	7,4%	Femme, enseignement primaire	6,1%	10,1%	Femme, enseignement primaire	9,1%	10,7%
Femme, enseignement secondaire	15,3%	19,5%	Femme, enseignement secondaire	19,1%	21,9%	Femme, enseignement secondaire	20,9%	22,8%
Femme, enseignement supérieur	28,4%	24,7%	Femme, enseignement supérieur	22,3%	18,9%	Femme, enseignement supérieur	20,8%	18,1%
Homme, enseignement primaire	5,8%	6,3%	Homme, enseignement primaire	12,9%	8,8%	Homme, enseignement primaire	8,5%	10,3%
Homme, enseignement secondaire	14,2%	19,7%	Homme, enseignement secondaire	26,9%	22,1%	Homme, enseignement secondaire	21,0%	21,4%
Homme, enseignement supérieur	31,1%	22,4%	Homme, enseignement supérieur	12,7%	18,2%	Homme, enseignement supérieur	19,7%	16,6%
Age	% DS/EN2025	% Pop.	Age	% DS/EN2025	% Pop.	Age	% DS/EN2025	% Pop.
18 - 24	12,4%	11,5%	18 - 24	8,7%	9,5%	18 - 24	11,1%	10,6%
25 - 29	9,6%	11,1%	25 - 29	6,1%	7,4%	25 - 29	7,3%	7,4%
30 - 44	27,5%	30,4%	30 - 44	21,2%	23,8%	30 - 44	24,8%	24,1%
45 - 64	29,5%	30,3%	45 - 64	30,8%	33,1%	45 - 64	34,5%	33,3%
65+	21,1%	16,7%	65+	33,2%	26,2%	65+	22,4%	24,5%
			Province	% DS/EN2025	% Pop.	Province	% DS/EN2025	% Pop.
			Anvers	28,9%	27,9%	Brabant wallon	10,6%	11,2%
			Limbourg	14,7%	13,4%	Hainaut	37,5%	36,8%
			Flandre orientale	20,5%	23,1%	Liège	29,1%	30,3%
			Brabant flamand	16,4%	17,3%	Luxembourg	8,4%	7,9%

Echantillon (4)

Bruxelles			Flandre			Wallonie		
Vote aux fédérales en 2024	% DS/EN2025	% Pop.	Vote aux fédérales en 2024	% DS/EN2025	% Pop.	Vote aux fédérales en 2024	% DS/EN2025	% Pop.
DéFI	6,5%	5,2%	cd&v	11,3%	10,9%	DéFI	1,9%	1,8%
Ecolo - Groen	15,8%	8,9%	Groen	12,5%	6,4%	Ecolo	8,1%	5,3%
Les Engagés - cd&v	9,5%	7,5%	N-VA	25,0%	21,8%	Les Engagés	19,4%	15,5%
MR - Open VLD	26,1%	18,2%	Open VLD	4,9%	7,5%	MR	24,5%	21,8%
N-VA	4,3%	2,2%	PVDA	7,2%	7,0%	PS	18,5%	17,0%
PS - Vooruit	10,7%	14,7%	Vlaams Belang	13,2%	18,6%	PTB	12,3%	9,0%
PTB - PVDA	11,7%	13,2%	Vooruit	19,0%	11,1%	Autre	3,1%	6,9%
Vlaams Belang	2,8%	1,9%	Autre	1,5%	2,1%	Blanc / invalide	5,8%	7,0%
Autre	2,3%	7,0%	Blanc / invalide	1,8%	3,8%	Je ne suis pas allé voter	6,2%	14,1%
Blanc / invalide	3,7%	4,8%	Je ne suis pas allé voter	3,0%	9,5%	Nouvel électeur	0,2%	1,6%
Je ne suis pas allé voter	6,3%	14,7%	Nouvel électeur	0,7%	1,4%			
Nouvel électeur	0,3%	1,7%						

Temps d'enquête et pondération

- Le temps médian pour compléter le questionnaire a été de 25,6 minutes.
- Comme expliqué plus haut, dans toutes les analyses, nous utilisons une pondération proportionnelle (ajustement proportionnel itératif) qui corrige la distribution de l'échantillon de manière à ce que la distribution de l'échantillon soit égale à la distribution de la population en termes d'âge, d'éducation, de sexe, de province et de comportement électoral 2024.
- La clé de pondération moyenne maximale est de 3,06, pour les électeurs qui ont indiqué avoir voté en 2024 pour un autre parti que ceux listés, suivi de 2,32 (répondants n'étant pas allés voter en 2024). Il s'agit également des groupes les plus sous-représentés dans les éditions précédentes de *De Stemming*. Ces deux groupes, qui ont donc été fortement repondérés, sont cependant souvent exclus des analyses car l'accent est en général mis sur les différences observées entre les électorats des partis représentés dans les parlements. Parmi ces électorats, le facteur de pondération le plus élevé est de 1,53.

VARIABLES DE CONTRÔLE IMPORTANTES

- Comme dans les éditions précédentes de De Stemming, le questionnaire se concentre sur les opinions et comportements politiques des répondants. Il inclut cependant aussi des variables sociodémographiques importantes que nous mobilisons dans nos analyses pour cerner si des différences sociologiques lourdes structurent le rapport de nos répondants à la politique en Belgique en 2025.
- Parmi les variables sociologiques importantes, nous avons, notamment:
 1. Le revenu du ménage.
 2. Le lieu de résidence
 3. L'origine nationale.

Revenu du ménage

- Il s'agit d'une variable difficile, tout simplement parce que de nombreuses personnes refusent d'indiquer leur revenu dans les enquêtes. De plus, un revenu n'est souvent pas très révélateur si l'on ne dispose pas d'informations sur la composition du ménage.
- Nous avons utilisé la question suivante : « Pouvez-vous indiquer le revenu mensuel net moyen de votre ménage, c'est-à-dire toutes sources confondues et après impôts et cotisations sociales/obligatoires ? » Les répondants se sont vu proposer 12 options de réponse, dont les 10 premières coïncident avec les déciles de revenus connus dans notre pays et deux catégories supplémentaires pour le 95e percentile et le 99e percentile (les revenus vraiment élevés). Le décile le plus bas est « moins de 1 700 euros » et le percentile le plus élevé est « plus de 12 000 euros ». Il convient de noter que cette question ne porte que sur le revenu mensuel, et non sur le patrimoine du ménage.
- Nous avons également demandé le nombre de personnes composant le ménage, et plus précisément le nombre d'adultes (+18) et le nombre d'enfants (-18).
- Avec ces informations, nous pouvons calculer le revenu dit « standardisé ». Nous utilisons les facteurs d'équivalence du CBS (Bureau central néerlandais des statistiques), où le revenu total est divisé par un facteur qui tient compte du nombre de membres de la famille (avec des pondérations différentes pour les enfants et les adultes). Nous divisons ensuite cette distribution des revenus standardisés en trois grands groupes : les 25 % ayant les revenus les plus bas, les 50 % ayant les revenus moyens et les 25 % ayant les revenus les plus élevés.
- Dans les analyses, nous utilisons donc une variable qui distingue les quartiles de revenus « faibles », « moyens » et « élevés ». Les valeurs de séparation sont calculées simplement sur la base des quartiles : les répondants ayant les 25% de revenus standard les plus bas entrent dans la catégorie 1, les 50% ayant les deux quartiles du milieu entrent dans la catégorie 2, et les répondants ayant les 25% de revenus standard les plus élevés entrent dans la catégorie 3.

Lieu de résidence

- Nous demandons aux répondants le code postal de leur domicile. Sur cette base, nous les avons recatégorisés dans six groupes de communes (sur la base de la 'typologie Belfius', [link](#)). La typologie Belfius est différente dans les 3 régions.
- Pour la Flandre: (1) Communes résidentielles (2) communes rurales (3) communes avec un attrait dû aux activités économiques (4) communes urbanisées (5) villes de grande taille et régionales (6) communes du littoral.
- Pour la Wallonie: (1) communes rurales, (2) communes résidentielles, (3) communes urbanisées, (4) communes urbaines.
- Pour la Région de Bruxelles-Capitale: (1) communes résidentielles du nord ouest, (2) communes résidentielles du sud ouest, (3) communes de la "première ceinture", (4) communes en reconversion industrielle dans la zone du canal, (5) Bruxelles-Ville.
- Le cas échéant, nous décomposons les résultats par groupe de municipalité pour voir si les réponses varient systématiquement.

Origine nationale

- Afin de cerner si le répondant a des origines familiales en dehors de la Belgique, la question suivante a été reprise dans le questionnaires “Êtes-vous, ou (au moins) l'un de vos parents, né à l'étranger?”. En cas de réponse positive, il était demandé au répondant de dire dans quel pays lui et ses parents sont nés.
- Cette question produit des résultats très différents entre les 3 régions, et surtout à Bruxelles, comme le démontre le tableau ci-dessous.

	BXL	VL	WAL
OUI	43%	11%	22%
NON	57%	89%	78%

- Les pays d'origine les plus fréquents en Flandre sont les Pays-Bas, l'Allemagne et la France. En Wallonie, il s'agit de la France, l'Italie et la RD Congo. À Bruxelles, ce sont la France, le Maroc et l'Italie.
- Comme pour les autres grandes variables sociologiques, nous avons testé l'effet potentiel de l'origine nationale pour les différentes thématiques analysées dans le rapport. Les résultats sont toutefois, la plupart du temps, peu significatifs. Nous ne les détaillons donc pas dans ce rapport.

Origine nationale

- Afin de cerner si le répondant a des origines familiales en dehors de la Belgique, la question suivante a été reprise dans le questionnaire *“Êtes-vous, ou (au moins) l'un de vos parents, né à l'étranger ?”*. En cas de réponse positive, il était demandé au répondant de dire dans quel pays lui et ses parents sont nés.
- Sur les 5749 répondants, 11% en Région flamande, 22% en Région wallonne et 43% en Région bruxelloise sont, selon cette définition, d'origine étrangère. Si l'on compare ces chiffres avec la proportion dans la population des trois régions selon StatBel, on se retrouve avec un nombre similaire dans notre échantillon et dans la population (16,4% en Flandre, 24,8% en Wallonie et 40,2% à Bruxelles au 1er janvier 2024). ([link StatBel](#)).
- Ensuite, nous avons, dans nos analyses, regardé si des différences significatives apparaissent dans les réponses données aux différentes questions de notre enquête entre les répondants une origine familiale à l'étranger et ceux n'en ayant pas. Cependant, le groupe de répondants d'origine étrangère est hétérogène, à la fois au sein d'une même région et d'une région à l'autre. Dans chacune des régions, par exemple, le Maroc, le Congo et la France figurent parmi les cinq pays d'origine les plus fréquents, mais en Flandre, les Pays-Bas apparaissent également. De plus, il s'agit de pourcentages limités d'un sous-groupe de répondants déjà limité. Il est impossible d'analyser séparément chacun de ces sous-groupes, ce qui rend difficile de tirer des conclusions sans ambiguïté. C'est pourquoi la plupart des analyses de ce rapport n'incluent pas l'« effet » de l'origine étrangère ; nous l'avons souvent testé, mais il n'a généralement pas donné de résultats significatifs, peut-être parce que le groupe des personnes d'origine étrangère est trop hétérogène pour que l'on puisse y déceler des tendances centrales.

Structure du rapport

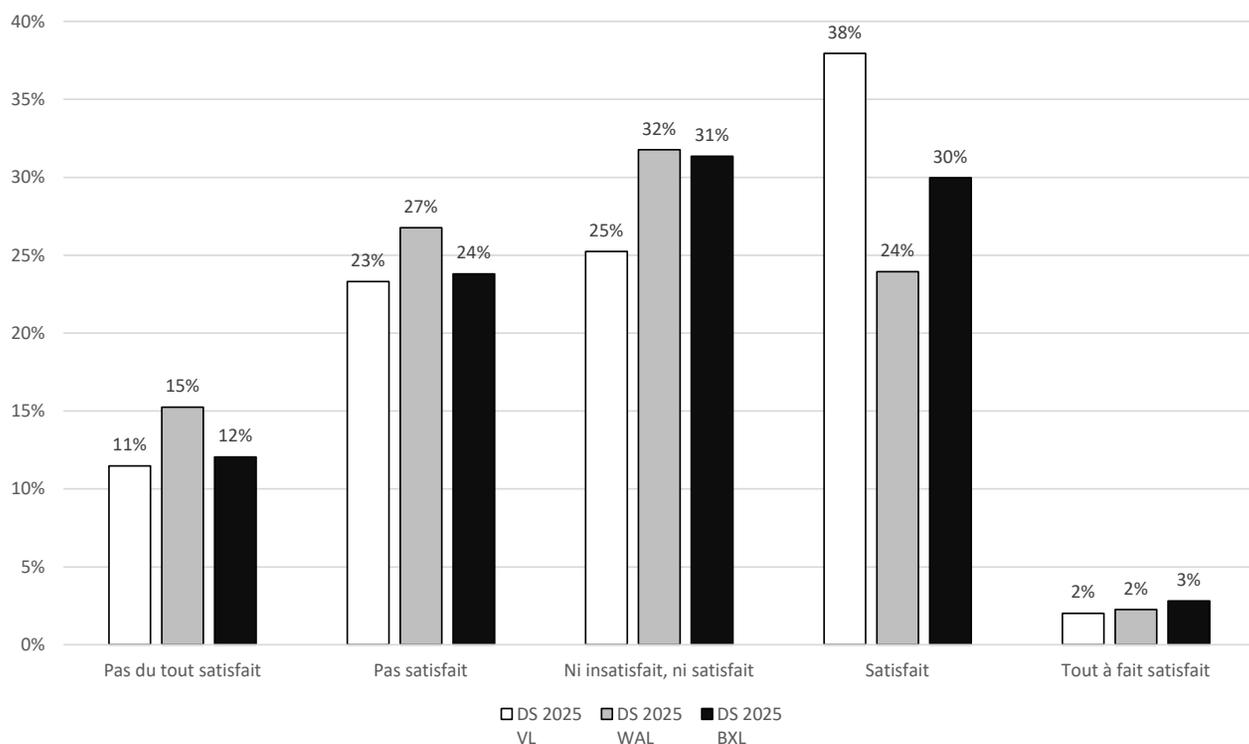
- Le questionnaire a couvert une série de thématiques assez large
- Dans ce rapport, nous présentons les résultats à partir de la structure suivante:
 0. Méthodologie
 1. Démocratie et politique
 2. Evaluation du Gouvernement De Wever 1
 3. Popularité des hommes et femmes politiques
 4. Intentions de vote
 5. Importance accordée aux thèmes et enjeux en Belgique
 6. Contrôle, autonomie et impuissance
 7. Congruence entre les préférences des électeurs et les partis sur des mesures politiques concrètes
 8. Sécurité internationale
 9. Positionnement gauche-droite
 10. Importance accordée aux thèmes et enjeux dans le monde
 11. Issue ownership
 12. Visibilité des partis dans les médias
 13. Motivations du vote
 14. (II)libéralisme démocratique
 15. Perceptions économiques
 16. Les politiques en matière d'enseignement
 17. Conclusion: les résultats principaux de l'enquête 2025

1. Démocratie et politique

Contexte et types d'opinion politique

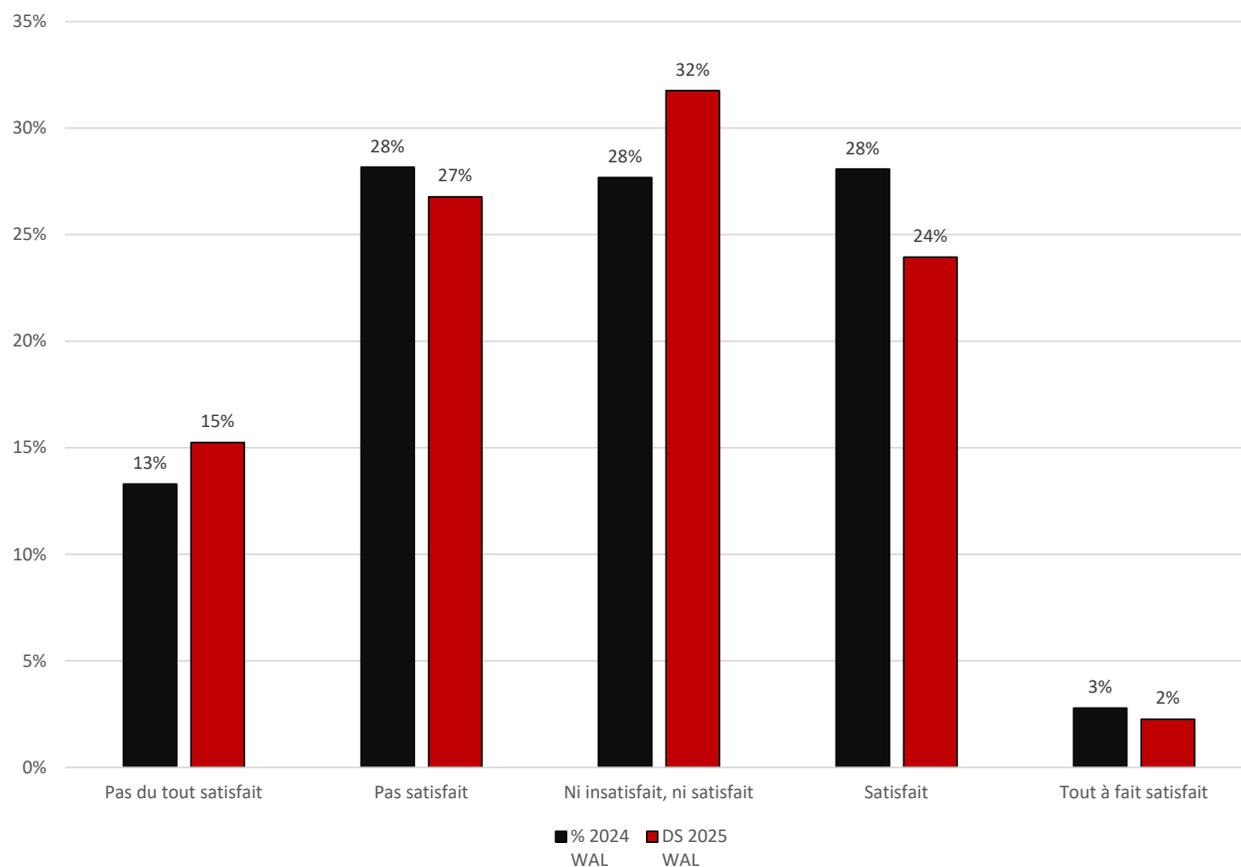
- De nombreuses enquêtes en Belgique et dans d'autres démocraties montrent que les citoyens sont méfiants à l'égard des acteurs politiques et insatisfaits de la façon dont la politique et la démocratie fonctionne.
- Les éditions précédentes de De Stemming en Flandre (depuis 2020) ont confirmé ce constat.
- Grâce à DS/EN2025, nous pouvons comparer la situation en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles.
- Lors de la collecte de données pour DS/EN2025 (mars 2025) le Gouvernement De Wever venait d'être formé, après de longues négociations. Un autre élément de contexte important est l'élection de Donald Trump et les perturbations internationales causées par ses décisions depuis sa prise de fonction en janvier 2025.
- Pour De Stemming 2025 nous pouvons présenter des analyses relatives à:
 - (1) La satisfaction démocratique des citoyens
 - (2) La satisfaction par rapport aux mesures prises par les gouvernements
 - (3) L'importance de la démocratie pour les citoyens

Satisfaction démocratique dans les 3 régions



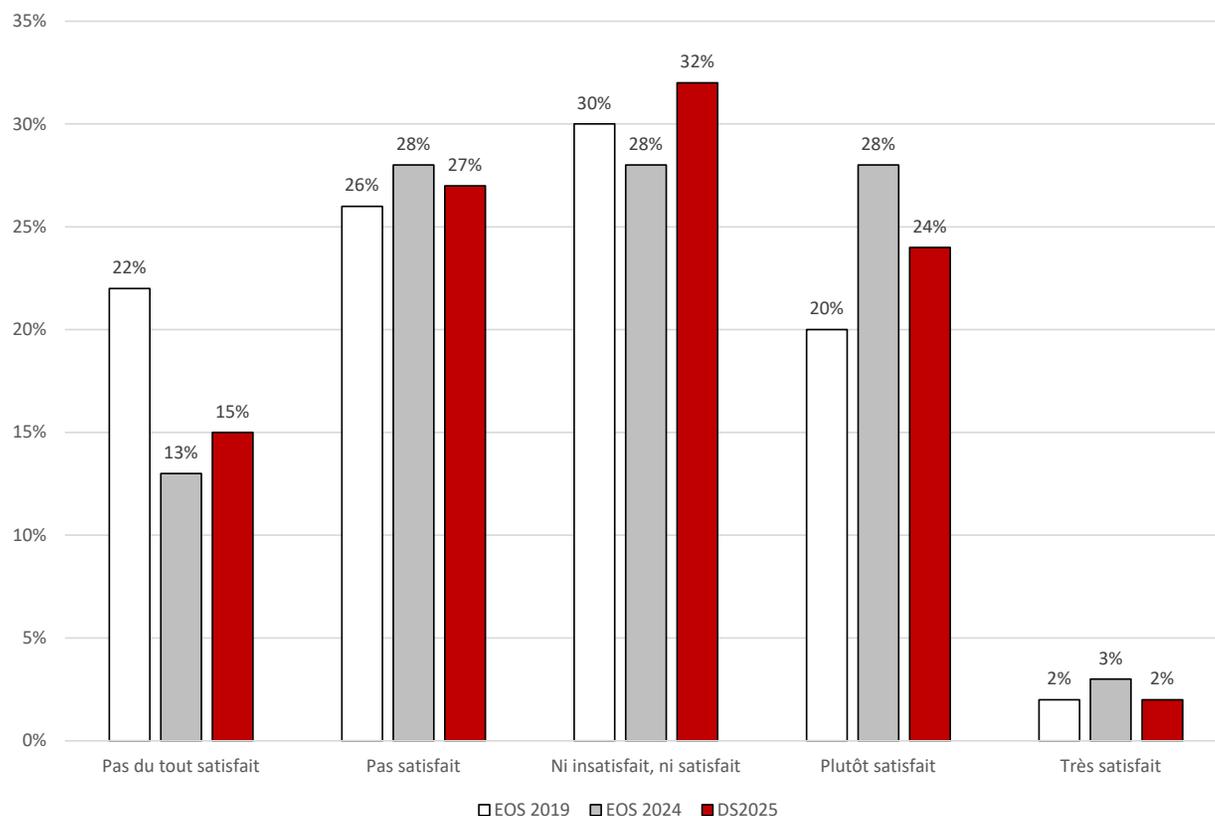
- *De façon générale, êtes-vous plutôt insatisfait ou plutôt satisfait du fonctionnement de la démocratie en Belgique ?*
- Question internationale dans les enquêtes internationales et posée en Belgique depuis plusieurs années. En règle générale, les réponses sont assez stables au fil du temps.
- Le résultat le plus important est que la satisfaction en Flandre est sensiblement plus élevée qu'en Wallonie et à Bruxelles. 40% des Flamands sont (plutôt) satisfaits, contre seulement 26% des Wallons et 33% des Bruxellois. Les Bruxellois sont donc également plus satisfaits que les Wallons, malgré le fait qu'au moment de l'enquête, il n'y avait pas encore de gouvernement bruxellois. Il convient toutefois de noter que la question porte sur la démocratie en Belgique et non sur chaque région séparément
- En Flandre, il y a plus de répondants satisfaits et plutôt satisfaits (40%) que d'insatisfaits (33%). C'est l'inverse en (26% vs. 42%) et à Bruxelles (33% vs. 36%).

Evolution à court-terme de la satisfaction démocratique - Wallonie



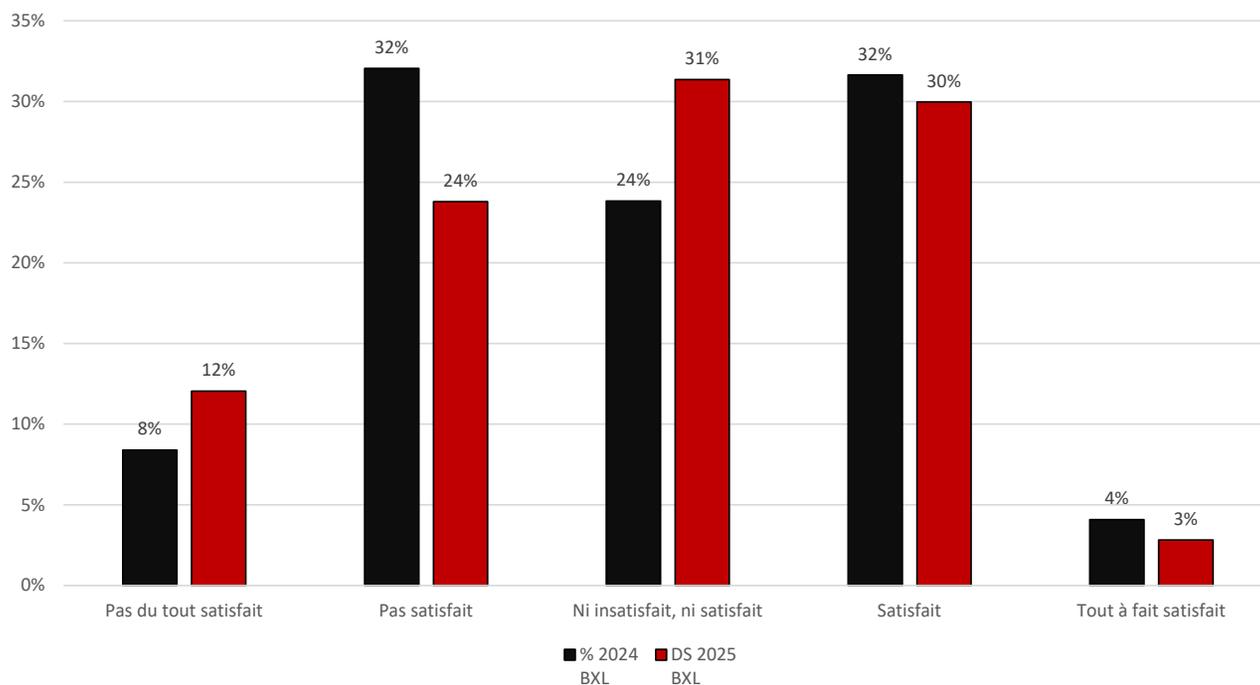
- Nous pouvons combiner les résultats de l'enquête DS2005 avec l'enquête interuniversitaire Not Like Us (aussi réalisée via le panel BPACT en juin 2024, c'est-à-dire autour des élections) afin de voir si, et comment, la satisfaction démocratique a évolué dans les trois régions avant la formation des nouveaux gouvernements au fédéral et dans les entités fédérées (sauf en Région de Bruxelles-Capitale).
- En Wallonie, la tendance est globalement stable. On a une légère baisse, essentiellement avec une moindre proportion de répondants satisfaits (- 4 pts de %) et une hausse de la proportion de ni insatisfaits, ni satisfaits (+ 4 pts de %). Cette variation est d'ailleurs non significative sur le plan statistique ($\chi^2 = 0,149$).
- En Flandre (voir le jeu de slides spécifique en néerlandais), la tendance est à la hausse, en particulier pour les très satisfaits (32% en 2024, 38% en 2025).

Evolution à court et moyen-terme de la satisfaction démocratique - Wallonie



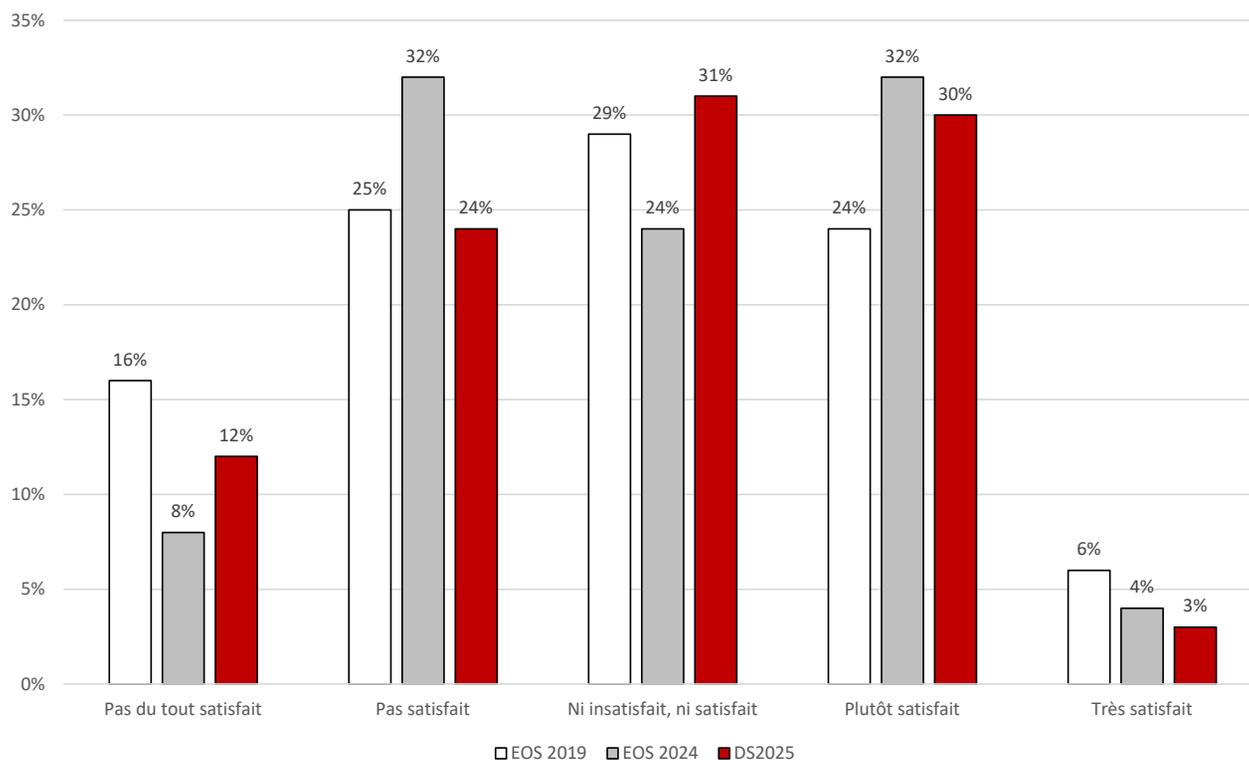
- Nous pouvons combiner les résultats de l'enquête DS2005 avec l'enquête interuniversitaire Not Like Us 2024 (aussi réalisée via le panel BPACT) et avec l'enquête interuniversitaire REPRESENT 2019 (réalisée avec un panel différent) afin de voir si, et comment, la satisfaction démocratique a évolué dans les trois régions.
- La comparaison entre 2025 et 2024 permet de cerner les effets de la formation des nouveaux gouvernements au fédéral et dans les entités fédérées (sauf en Région de Bruxelles-Capitale).
- La comparaison avec 2019 donne une perspective plus longue, intégrant les nombreux événements des 6 dernières années (Covid, guerre en Ukraine, inondations, etc).
- En Wallonie, entre 2024 et 2025, la tendance est globalement stable. On a une légère baisse, essentiellement avec une moindre proportion de répondants satisfaits (- 4 pts de %) et une hausse de la proportion de ni insatisfaits, ni satisfaits (+ 4 pts de %). Cette variation est d'ailleurs non significative sur le plan statistique ($\text{Chi}^2 = 0,149$).
- Par rapport à 2019, en revanche, la tendance la plus marquante est la baisse de répondants pas du tout satisfaits (- 7pts de %) et la légère hausse de citoyens plutôt satisfaits (+ 4pts).

Evolution à court-terme de la satisfaction démocratique - Bruxelles



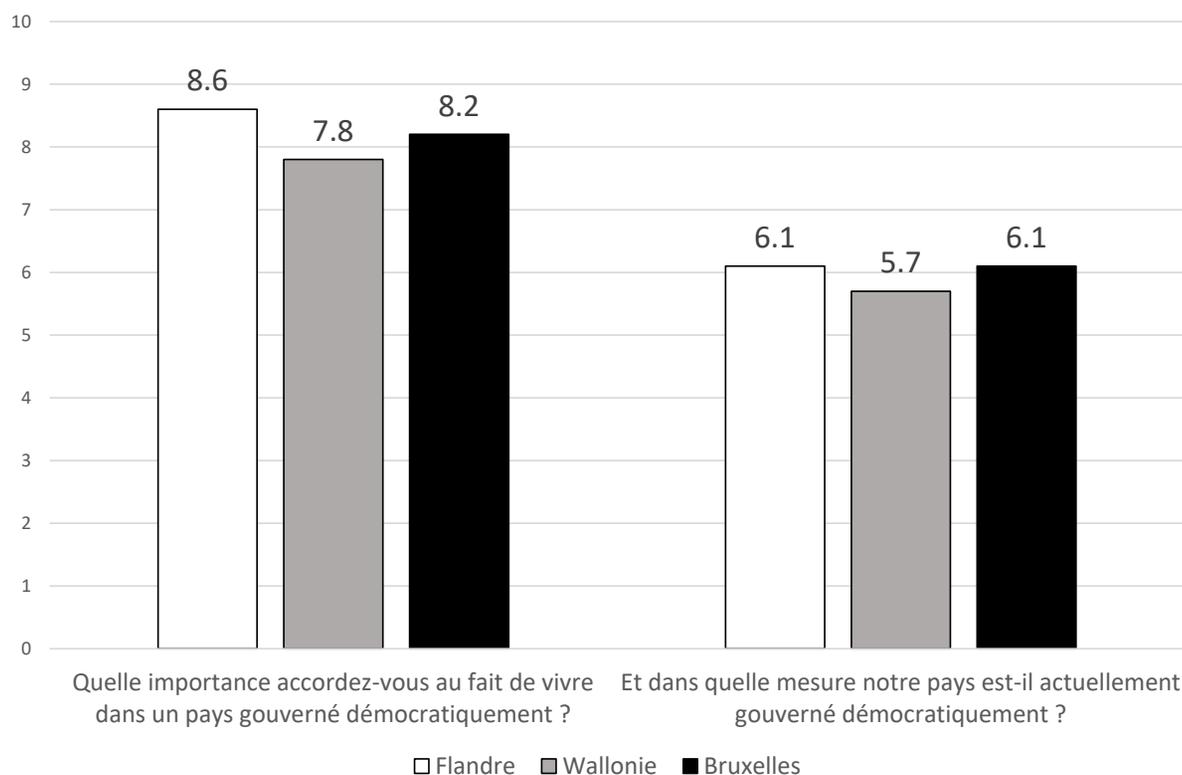
- En Région de Bruxelles-Capitale, les deux évolutions les plus marquantes sont la baisse de répondants pas satisfaits de la façon dont la démocratie fonctionne en Belgique (- 8pts de %) et la hausse de personnes se déclarant ni satisfaite, ni insatisfaite (+ 7 pts de %). On observe aussi une hausse de répondants pas du tout satisfaits (+ 4pts de %). Ces variations sont significatives sur le plan statistique (Chi2 = 0,008).

Evolution à court et moyen-terme de la satisfaction démocratique - Bruxelles



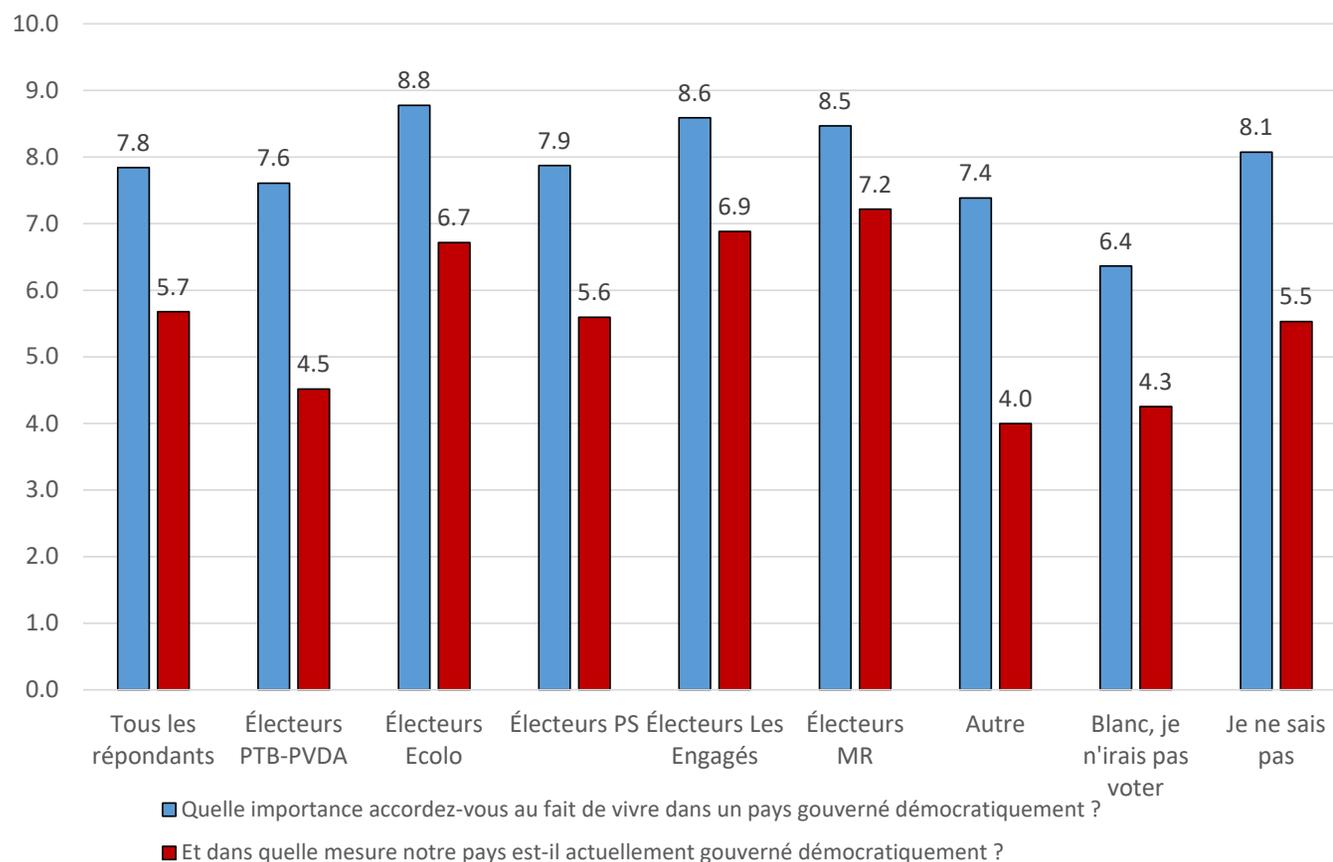
- En Région de Bruxelles-Capitale, les deux évolutions les plus marquantes entre 2024 et 2025 sont la baisse de répondants pas satisfaits de la façon dont la démocratie fonctionne en Belgique (- 8pts de %) et la hausse de personnes se déclarant ni satisfaite, ni insatisfaite (+ 7 pts de %). On observe aussi une hausse de répondants pas du tout satisfaits (+ 4pts de %). Ces variations sont significatives sur le plan statistique (Chi2 = 0,008).
- Par rapport à 2019, les évolutions les plus nettes sont la baisse de la proportion de Bruxellois pas du tout satisfaits de la façon dont la démocratie fonctionne en Belgique (- 4pts de %) et la hausse de la part de plutôt satisfaits (+ 6 pts de %).

Importance de la démocratie dans les 3 régions



- *Quelle importance accordez-vous au fait de vivre dans un pays gouverné démocratiquement ?; 0=pas du tout important, 10=absolument important. Et dans quelle mesure notre pays est-il gouverné démocratiquement ? 0=pas du tout démocratiquement; 10=totalement démocratiquement.* Le graphique présente les scores moyens par région pour les deux questions.
- La plupart des répondants déclarent attacher une grande importance au fait de vivre dans une démocratie, le score moyen étant bien supérieur à la valeur médiane sur l'échelle (5), et cela dans chacune des trois régions du pays. L'idée de la démocratie bénéficie d'un soutien massif.
- L'importance accordée à la démocratie est néanmoins légèrement supérieure chez les Flamands (8,6) que les Bruxellois (8,2), et les Wallons (7,8).
- En revanche, le jugement sur le fonctionnement démocratique de la Belgique est plus sévère. Le score moyen reste supérieur à 5 dans les 3 régions, mais de façon marginale. A nouveau, le score moyen est légèrement plus bas en Wallonie (5,7), qu'en Flandre et à Bruxelles (6,1).

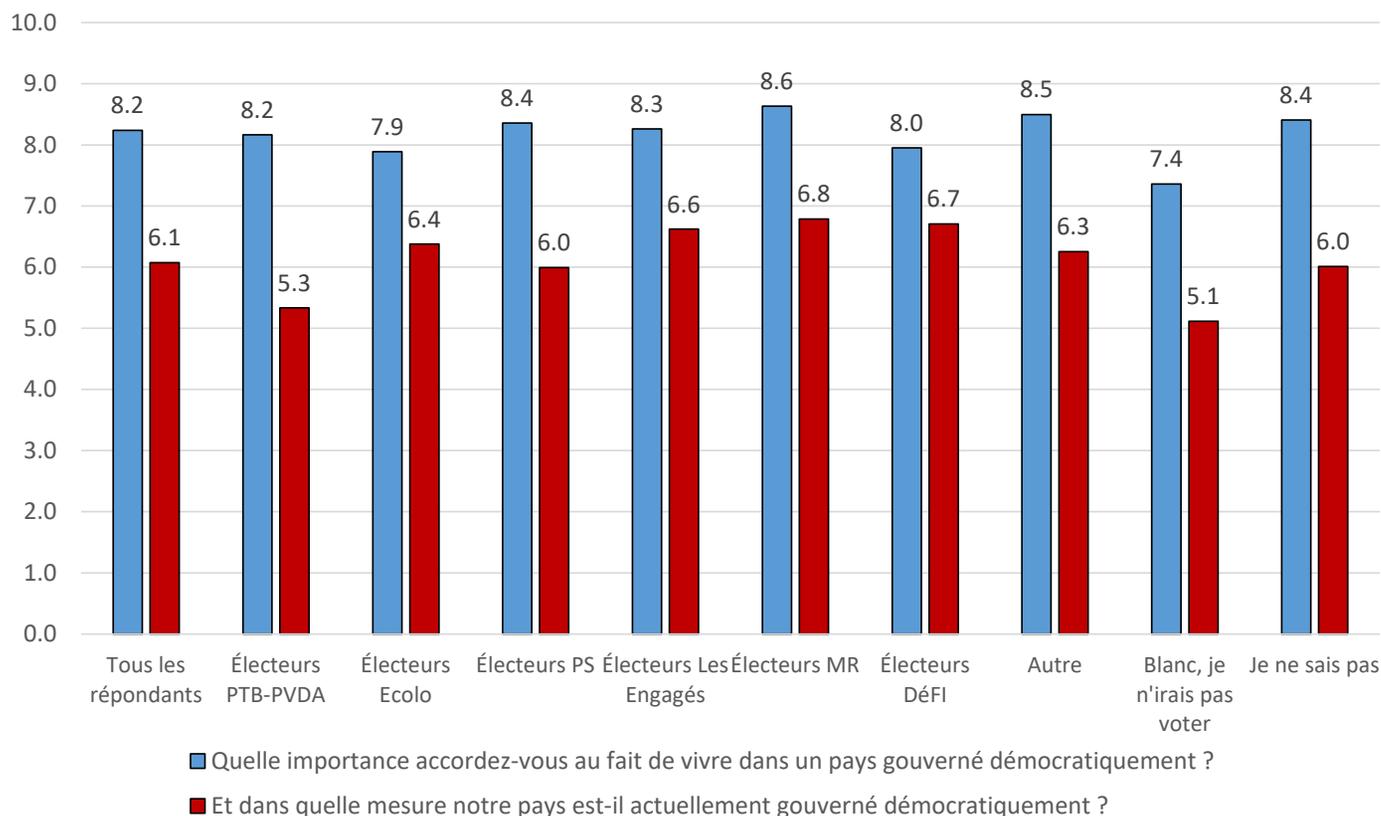
Importance de la démocratie par électorat - Wallonie



- Concernant l'importance de la démocratie, en Wallonie, le score moyen pour tous les partis est nettement supérieur à 5.
- On constate néanmoins que l'électorat du PTB, l'électorat du PS, les électeurs des autres partis, et surtout les électeurs votant blanc ou qui s'abstiendrait, expriment accorder un peu moins d'importance à vivre en démocratie.
- Les différences entre électorat sont plus marquées en Wallonie quant au jugement sur le fait que la Belgique fonctionne aujourd'hui comme une démocratie. Pour cette question, les électeurs du PTB, des autres partis et les électeurs blancs/abstentionnistes, ont un score moyen inférieur à la valeur médiane de 5.
- Les différences entre électorats sont assez semblables en Flandre, mais avec les électeurs du VB qui sont les plus critiques envers le fonctionnement de la démocratie en Belgique.

Importance de la démocratie par électorat - Bruxelles

Région de Bruxelles-Capitale

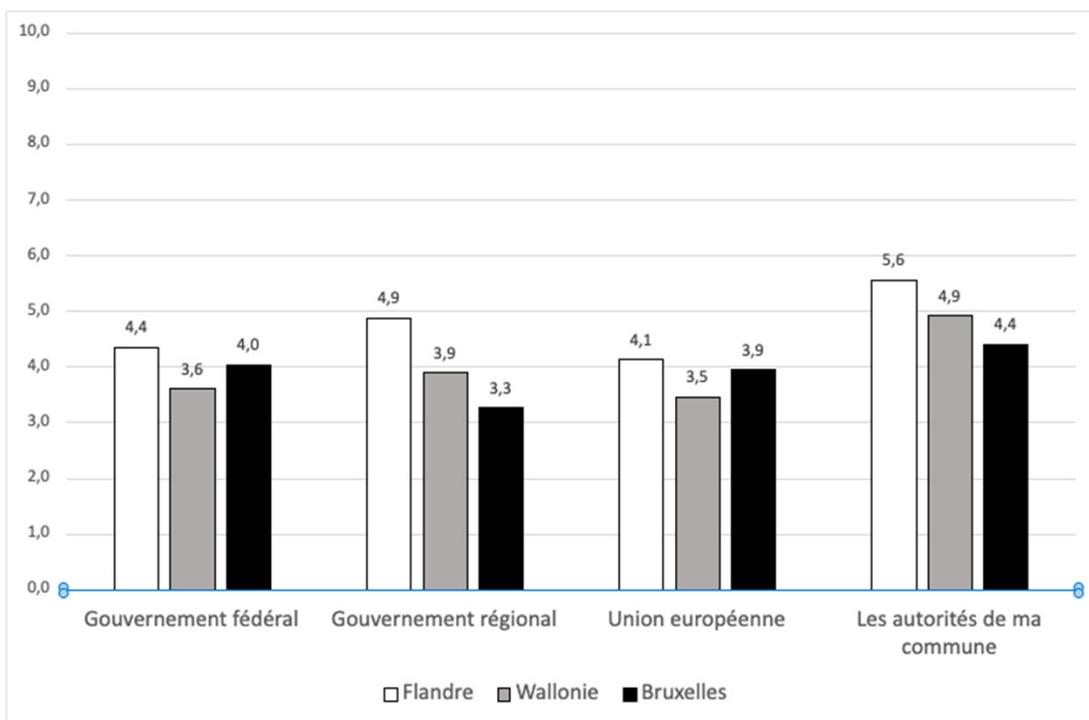


- A Bruxelles, on retrouve les mêmes différences qu'en Wallonie, même si les scores sont légèrement plus élevés en moyenne.
- A nouveau, les électors de tous les partis jugent très important de vivre en démocratie. Le score moyen le plus faible s'observe chez les électeurs qui voteraient blanc, nul ou s'abstiendraient.
- Concernant le fonctionnement de la démocratie en Belgique, les plus critiquées sont les électeurs du PTB-PVDA, ainsi que les électeurs qui voteraient blanc, nul ou s'abstiendraient.

	WAL	BXL
Âge	0.00*	0.00
Femme	0.04	0.07
Niveau d'éducation (réf. : secondaire)		
Niveau d'éducation inférieur	-0.14	-0.30
Niveau d'éducation supérieur	0.11	0.23
Revenu standardisé (réf. : deux quartiles du milieu)		
Revenu du quartile inférieur	-0.23*	0.06
Revenu du quartile supérieur	0.06	0.25+
Gauche-droite	0.05+	0.05
Socio-économique gauche-droite	0.05+	0.06
Socio-culturel gauche-droite	-0.06**	-0.05
Intérêt politique	0.09***	0.12***
Choix électoral (ref: MR)		
PTB-PVDA	-1.81***	-0.65**
Ecolo	-0.89***	0.32
PS	-0.93***	0.11
Les Engagés	-0.25*	0.23
DéFI		0.27
Autre parti	-2.29***	-0.36+
Blanc, je n'irais pas voter	-2.13***	-0.99***
Je ne sais pas	-1.14***	0.23
Intercept	4.78***	3.68***
Observations	2064	1056
R-squared	0.33	0.19

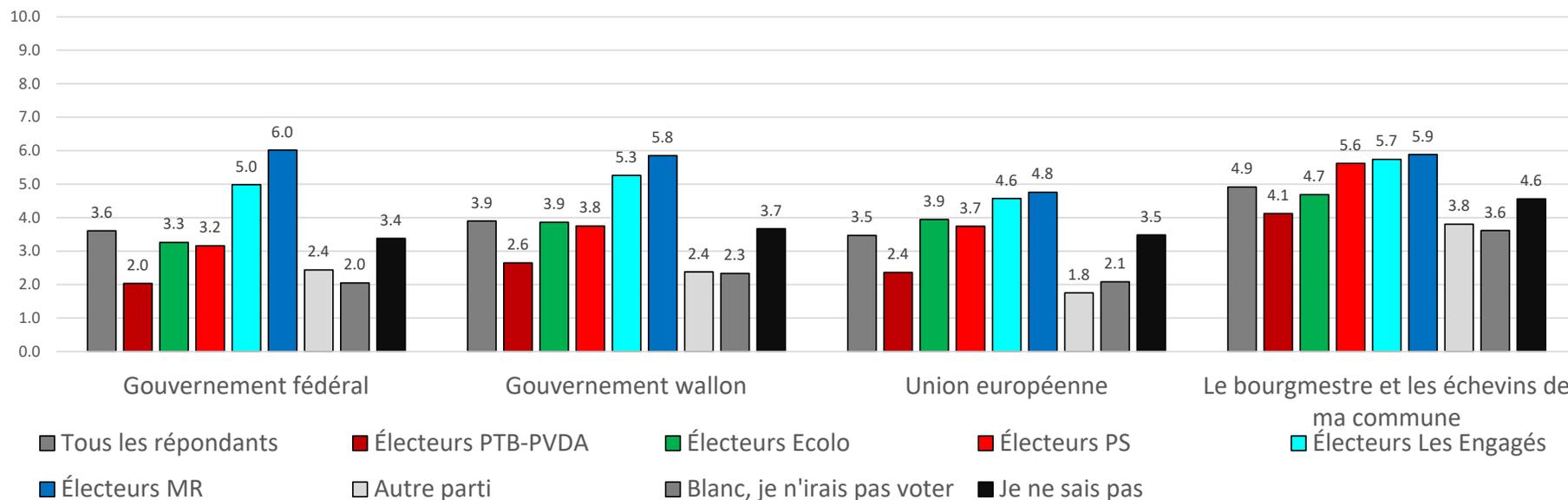
- Nous avons ensuite créé une échelle unique qui regroupe les différents indicateurs d'insatisfaction et de méfiance politique. Cette échelle mesure (1) la satisfaction politique (locale/régionale/fédérale/européenne), (2) la satisfaction à l'égard de la démocratie et (3) l'importance de la démocratie. Une valeur élevée sur cette échelle indique que le répondant est globalement confiant en la politique, satisfait de la démocratie en Belgique et trouve important de vivre en démocratie. Les valeurs basses indiquent une configuration inverse. Cette « échelle agrégée » est fiable sur le plan statistique (alpha de Cronbach= 0,81, indiquant que ces indicateurs sont fortement corrélés). Nous avons ensuite utilisé un modèle de régression multivarié permettant de cerner l'association entre différentes variables et la valeur sur cette échelle agrégée de satisfaction/confiance politique. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-contre. Les associations négatives et significatives sont surlignées en rouge, les associations positives et significatives en vert.
- Les électeurs plus âgés sont plus satisfaits politiquement que les plus jeunes.
- Revenu : à Bruxelles, ce sont les plus hauts revenus qui sont les plus satisfaits, tandis qu'en Wallonie, ce sont les plus bas revenus qui sont les moins satisfaits.
- Les personnes plus intéressées par la politique sont plus satisfaites.
- L'impact de la gauche et de la droite diffère entre la Wallonie et Bruxelles : en Wallonie, nous constatons que les électeurs de droite sur le plan économique et les électeurs de gauche sur le plan culturel sont plus satisfaits.
- Par rapport au MR (catégorie de référence), en Wallonie, presque tous les électeurs sont moins satisfaits, le PTB-PVDA, les électeurs d'un autre parti et les non-votants étant en particulier (beaucoup) plus insatisfaits. À Bruxelles, seuls ces trois derniers effets restent significatifs.

Satisfaction à l'égard des gouvernements par région



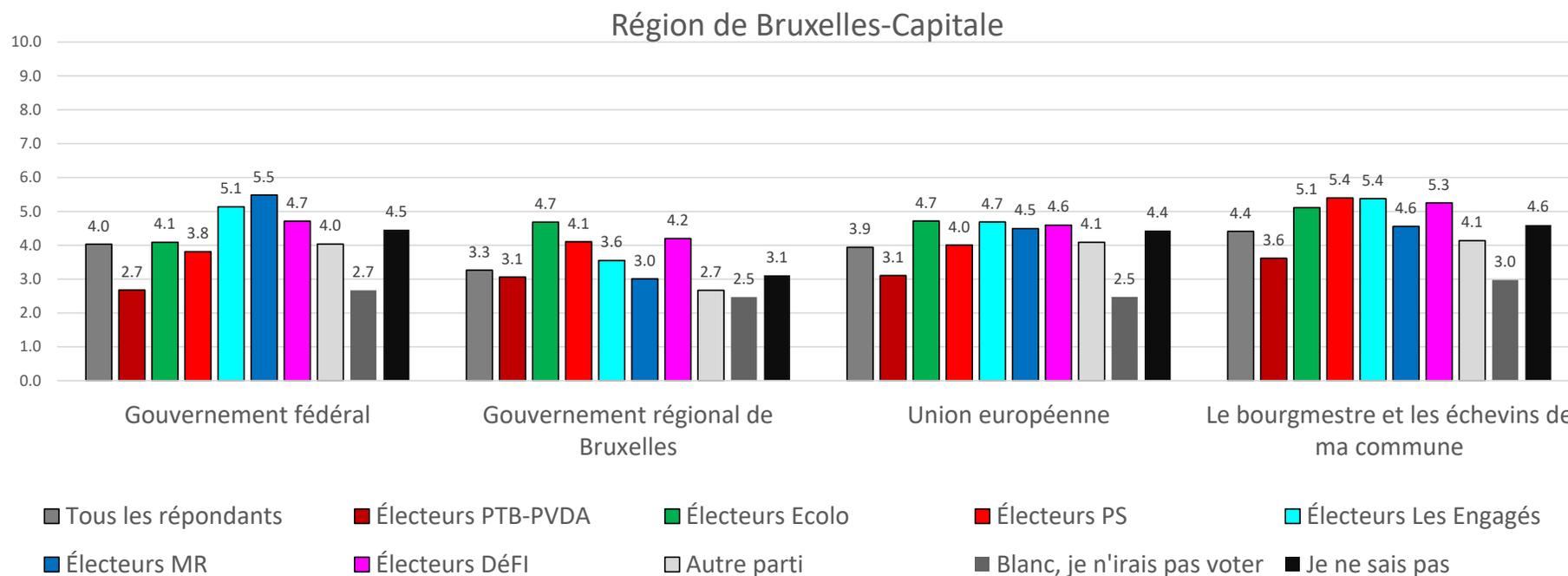
- Dans quelle mesure êtes-vous satisfait des résultats politiques des différents gouvernements au cours de la période écoulée ?
- Dans le graphique: score moyen par région pour 4 niveaux de pouvoirs, sur une échelle allant de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (très satisfait).
- Les gouvernements de tous les niveaux de pouvoir obtiennent un score inférieur à la valeur médiane de l'échelle (5), la seule exception étant l'évaluation des autorités communales en Flandre (5,6).
- De façon générale, c'est de la commune que les citoyens sont les plus satisfaits (ou plutôt les moins insatisfaits).
- Un résultat important est aussi que les scores moyens de satisfaction sont toujours un peu plus élevés en Flandre.
- Les répondants wallons sont un peu plus positifs à l'égard du gouvernement régional, et un peu plus insatisfaits du gouvernement fédéral que les Bruxellois.
- La forte insatisfaction des Bruxellois par rapport à leur gouvernement régional est sans doute liée à l'absence d'un exécutif de plein exercice dans la Région.

Satisfaction à l'égard des gouvernements selon les électorats- Wallonie



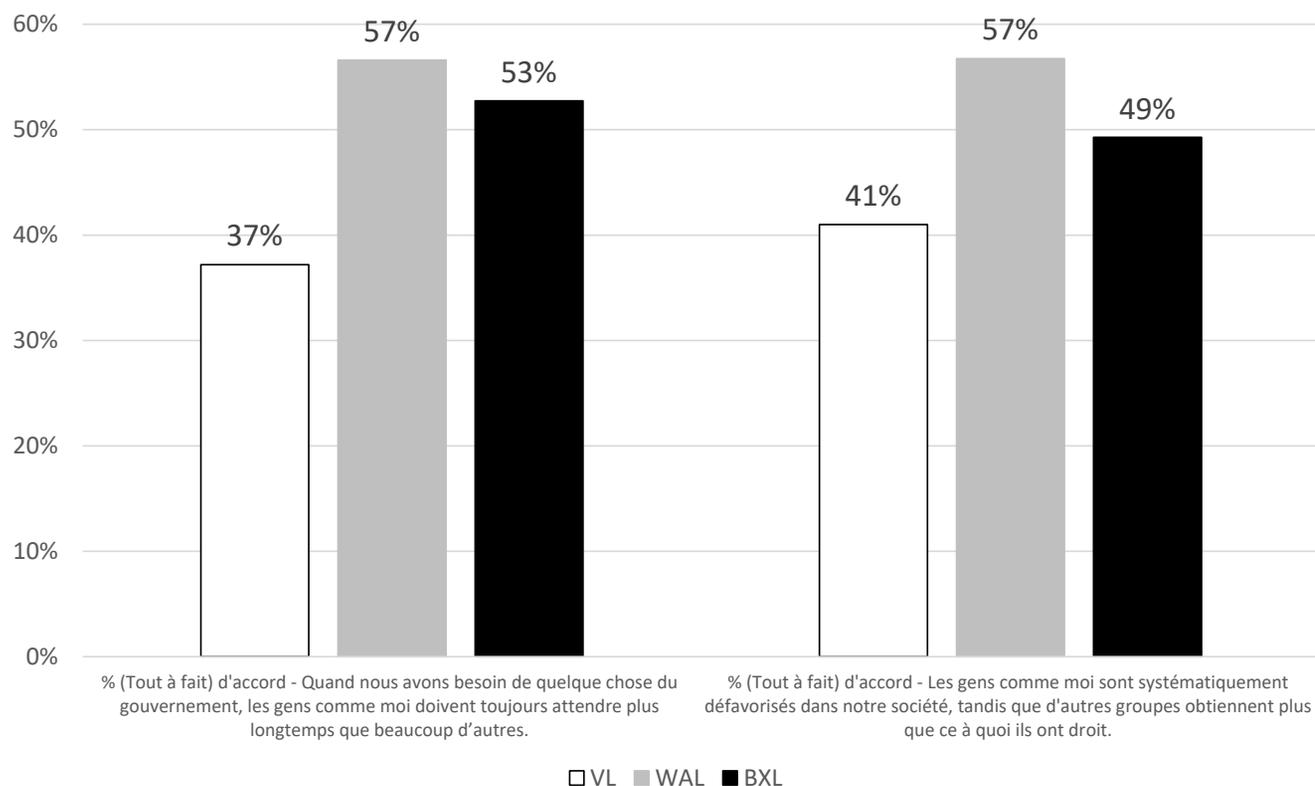
- Pour les divisions par électorat, nous utilisons l'intention de vote exprimée en mars 2025 si de nouvelles élections avaient lieu à ce moment-là.
- La satisfaction à l'égard des gouvernements reflète, essentiellement, la séparation entre les gagnants et les perdants des scrutins de 2024 et des nouveaux exécutifs formés. Les électeurs du MR et des Engagés sont les plus satisfaits – même si leur enthousiasme reste modéré, à peine au dessus de 5. C'est vrai tant à l'égard du gouvernement fédéral, que du gouvernement régional wallon et de l'Union européenne.
- Les électeurs des partis d'oppositions, mais aussi ceux ayant voté pour un autre parti, ou ayant voté blanc ou nul, sont nettement plus insatisfaits.
- Les différences entre électorats sont moins nettes par rapport au niveau loca, même si les électeurs des partis qui sont dans moins de majorités communales (PTB et Ecolo) sont plus insatisfaits aussi à ce niveau de pouvoir.
- Les mêmes tendances s'observent en Flandre, avec deux exceptions. D'une part, les électeurs de l'Open VLD sont plus satisfaits que ceux de Vooruit à l'égard du gouvernement fédéral et du gouvernement flamand. D'autre part, les électeurs de Groen sont parmi ceux se déclarant le plus satisfaits du niveau européen.

Satisfaction à l'égard des gouvernements selon les électorats- Bruxelles



- Chez les Bruxellois, nous observons la même division entre électeurs des partis du gouvernement et électeurs des partis de l'opposition pour le niveau fédéral.
- Par rapport au gouvernement régional bruxellois, les électors de tous les partis ont un score moyen de satisfaction inférieur à 5. Les électeurs des partis du gouvernement en affaires courantes (Ps-Ecolo-Défi) sont, cependant, légèrement moins critiques.
- La satisfaction est également faible pour tous les électors par rapport à l'Union européenne, avec une insatisfaction encore plus marquée chez les électeurs du PTB et les absentionnistes/électeurs votant blanc.
- Par rapport au niveau communal, la satisfaction est un peu plus élevée, sauf chez les électeurs du PTB (et malgré l'arrivée de leur parti dans 2 majorités communales).

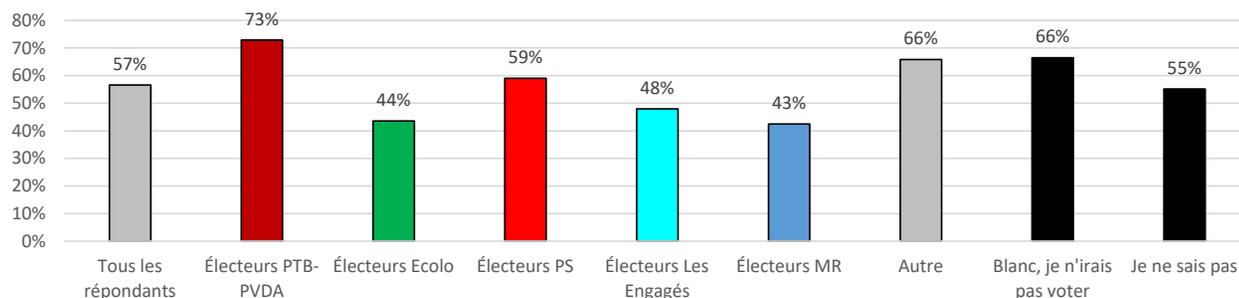
Déprivation relative, par région



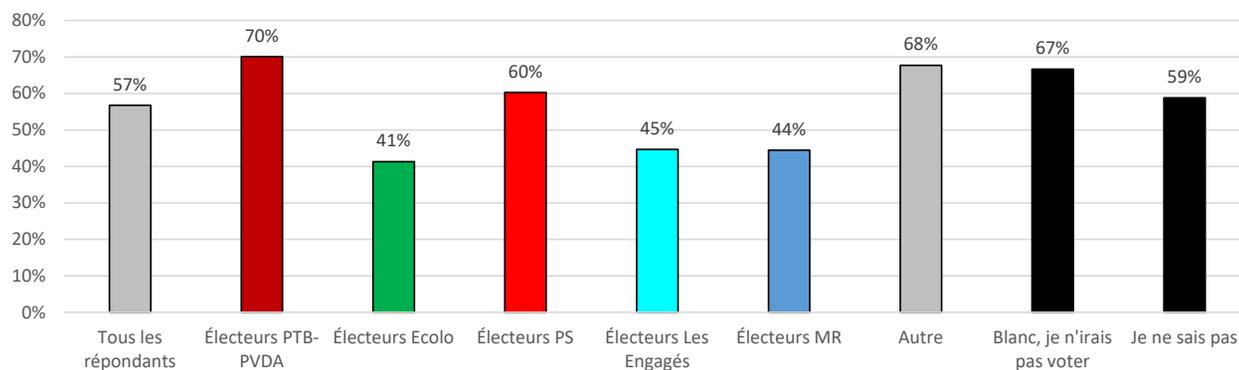
- Le questionnaire DS/EN2025 reprend deux questions nouvelles, importées de nombreux travaux scientifiques sur le concept de "déprivation relative" (relative deprivation). Ce concept renvoie à la perception d'être, de façon générale, moins bien traité par les autorités que les autres citoyens. Ce concept renvoie à une identité de groupe comparant "les personnes comme moi" avec le reste de la société.
- Les deux questions intégrées dans DS/EN2025 pour capter ce sentiment sont "Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas avec les affirmations suivantes? (1) Quand nous avons besoin de quelque chose du gouvernement, les gens comme moi doivent toujours attendre plus longtemps que beaucoup d'autres. (2) Les gens comme moi sont systématiquement défavorisés dans notre société, tandis que d'autres groupes obtiennent plus que ce à quoi ils ont droit. Les réponses se donnaient sur une échelle en 5 catégories, allant de pas du tout d'accord à totalement d'accord.
- Dans les graphiques de ce slide, nous voyons les % de personnes d'accord et tout à fait d'accord avec ces affirmations dans les 3 régions.
- On voit une différence très nette entre les 3 régions, avec un sentiment de déprivation relative nettement plus présent chez les répondants en Wallonie et à Bruxelles.

Déprivation relative, Wallonie

% (Tout à fait) d'accord - Quand nous avons besoin de quelque chose du gouvernement, les gens comme moi doivent toujours attendre plus longtemps que beaucoup d'autres. - Région wallonne



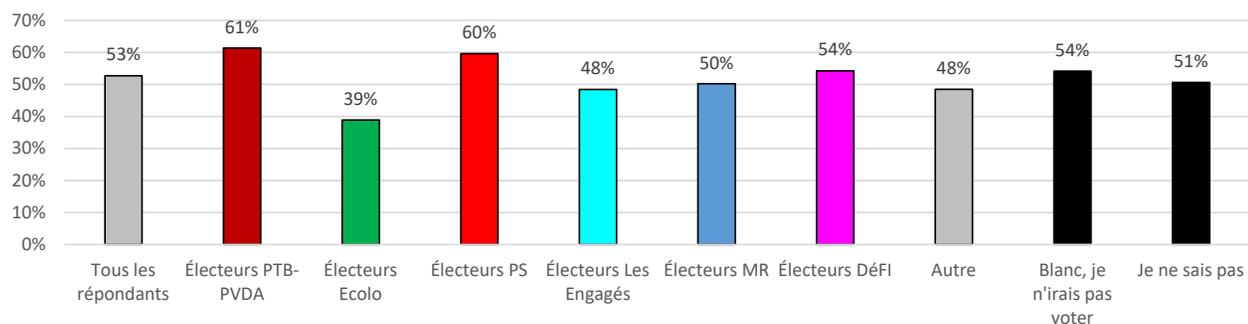
% (Tout à fait) d'accord - Les gens comme moi sont systématiquement défavorisés dans notre société, tandis que d'autres groupes obtiennent plus que ce à quoi ils ont droit. - Région wallonne



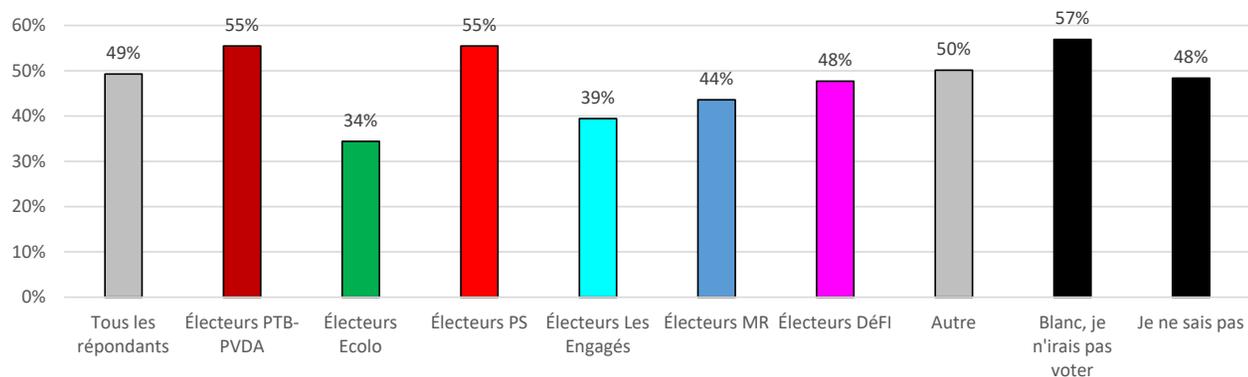
- Dans ces graphiques, nous présentons le % de répondants d'accord ou tout à fait d'accord avec les deux affirmations de déprivation relative en **Wallonie**, en séparant les électeurs des différents partis.
- Ces deux affirmations séparent les électors en deux groupes, avec un groupe où le sentiment d'être moins traité par les autorités et par la société est nettement très fort, et même nettement majoritaire. C'est le cas chez les électeurs du PTB, du PS, des autres partis, et chez les électeurs qui n'iraient pas voter ou voteraient blanc.
- Le deuxième groupe se compose des électeurs Ecolo, Engagés et MR. Même si le sentiment de déprivation est bien présent aussi chez ces électeurs, il est minoritaire (autour de 40%), et surtout nettement plus bas que dans le premier groupe.
- Le sentiment d'être mal traité, négligé, par la politique et la société est donc quelque chose qui ressort très nettement chez les électeurs PTB et PS.

Déprivation relative, Bruxelles

% (Tout à fait) d'accord - Quand nous avons besoin de quelque chose du gouvernement, les gens comme moi doivent toujours attendre plus longtemps que beaucoup d'autres. - Région de Bruxelles-Capitale



% (Tout à fait) d'accord - Les gens comme moi sont systématiquement défavorisés dans notre société, tandis que d'autres groupes obtiennent plus que ce à quoi ils ont droit. - Région de Bruxelles-Capitale



- En **Région de Bruxelles-Capitale**, le sentiment de déprivation marque moins nettement une différence entre les électorats.
- Les électeurs PTB, PS et les abstentionnistes sont bien plus nombreux à ressentir cette discrimination relative, mais l'écart avec les autres électorats est moins marqué qu'en Wallonie.
- Pour ce qui concerne les répondants chez qui le sentiment de déprivation relative est moins fort, c'est surtout chez les électeurs d'Ecolo qu'on les retrouve.
- En **Flandre** (voir slides en néerlandais, le sentiment de déprivation relative est très fort chez les électeurs du Vlaams Belang (autour de 65%-70%), puis du PVDA (autour de 50%).

Conclusion Démocratie et politique

- En Flandre, la tendance était à la baisse de la confiance politique dans les enquêtes DS2023 et DS2024. L'enquête DS/EN2025 marque un revirement. La satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie belge s'améliore considérablement. Il semble que l'année 2025 ait atteint le niveau de satisfaction le plus élevé depuis le début de *De Stemming*, bien qu'il faille rester prudent en raison du changement de fournisseur de données. Cela ne veut pas dire que les Flamands s'extasient sur le fonctionnement de leur démocratie, mais ils sont désormais plus nombreux à la juger positivement que négativement. Cela semble être une première indication que l'arrivée du gouvernement De Wever a peut-être été une sorte de tournant pour beaucoup de Flamands, après tout
- En Wallonie et à Bruxelles, une telle comparaison dans le temps n'est pas aussi simple à réaliser, s'agissant de la 1ère édition de *De Stemming*/L'enquête nationale.
- En revanche, nous pouvons comparer les 3 régions en 2025. Et le constat est clair: les Flamands expriment des sentiments nettement plus positifs que les Wallons et les Bruxellois par rapport à la politique et la démocratie en Belgique. Cela vaut pour tous les indicateurs testés.
- En ce qui concerne les différences entre électorats des partis, les différences les plus marquantes sont entre les partis plus radicaux et les autres. De façon générale, et dans les trois régions, les électorats du PTB-PVDA et du Vlaams Belang sont les plus insatisfaits de la politique et de la démocratie. Ils ont par ailleurs un sentiment plus fort que "les personnes comme moi" sont structurellement moins bien traitées. Ces sentiments sont au coeur du vote pour ces partis.

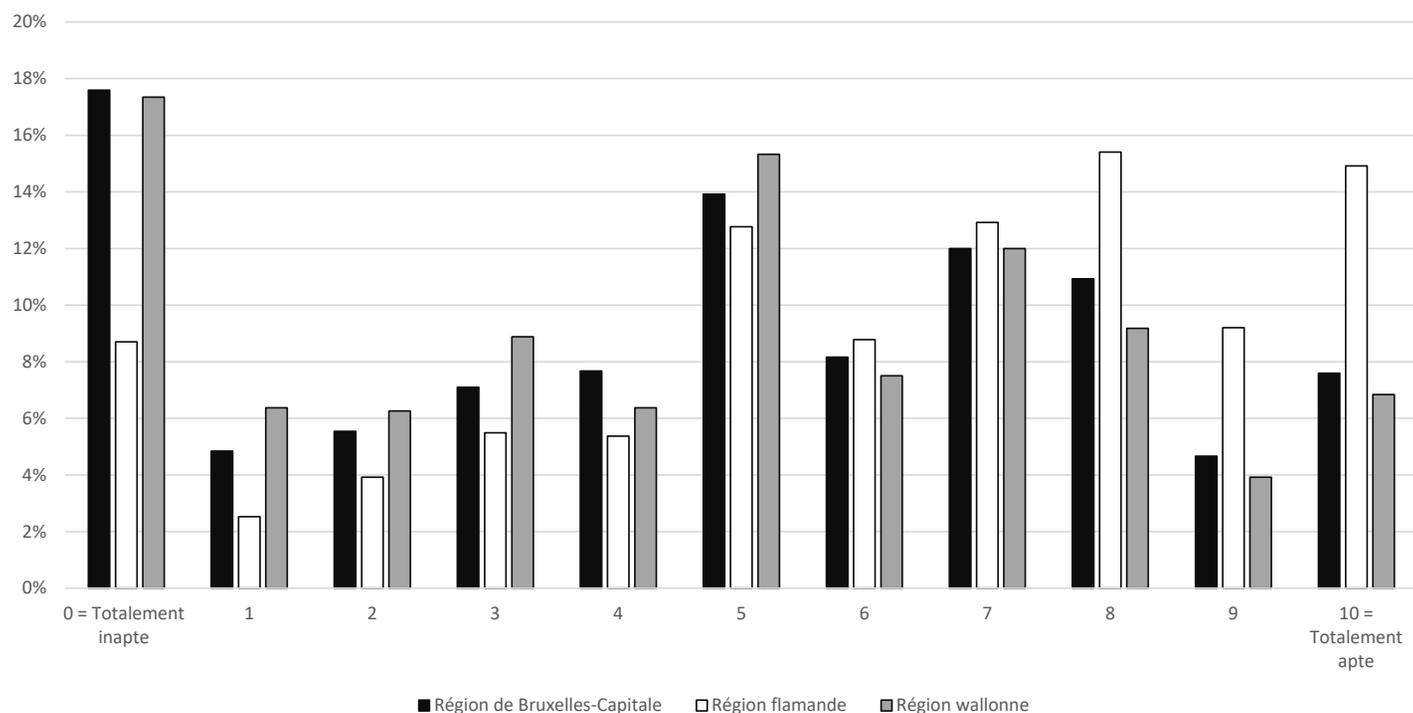
2. Evaluation du Gouvernement De Wever 1

Une première évaluation d'un nouveau gouvernement

- DS/EN2025 a été organisée entre le 3 et le 24 mars 2025, soit juste un mois après l'installation du Gouvernement De Wever 1. Au moment de notre enquête, la composition du nouveau gouvernement était connue et les principales mesures de l'accord de coalition avaient été annoncées. Les actions de protestation contre ces mesures avaient également déjà débuté.
- Il est donc intéressant de se demander comment les Flamands, les Wallons et les Bruxellois évaluent ce nouveau gouvernement.
- Un grand nombre de questions sur la nouvelle coalition étaient reprises dans le questionnaire. Elles portaient principalement sur 3 thèmes:
 - 1) L'aptitude de Bart de Wever à être Premier ministre
 - 2) La satisfaction à l'égard du Gouvernement De Wever 1 (ministres, partis, mesures, répartition des efforts à fournir dans la population)
 - 3) L'acceptation des principales mesures annoncées par le Gouvernement De Wever 1
 - 4) Évaluation de l'équité des mesures du gouvernement De Wever
 - 5) Acceptation des protestations contre les mesures du gouvernement De Wever

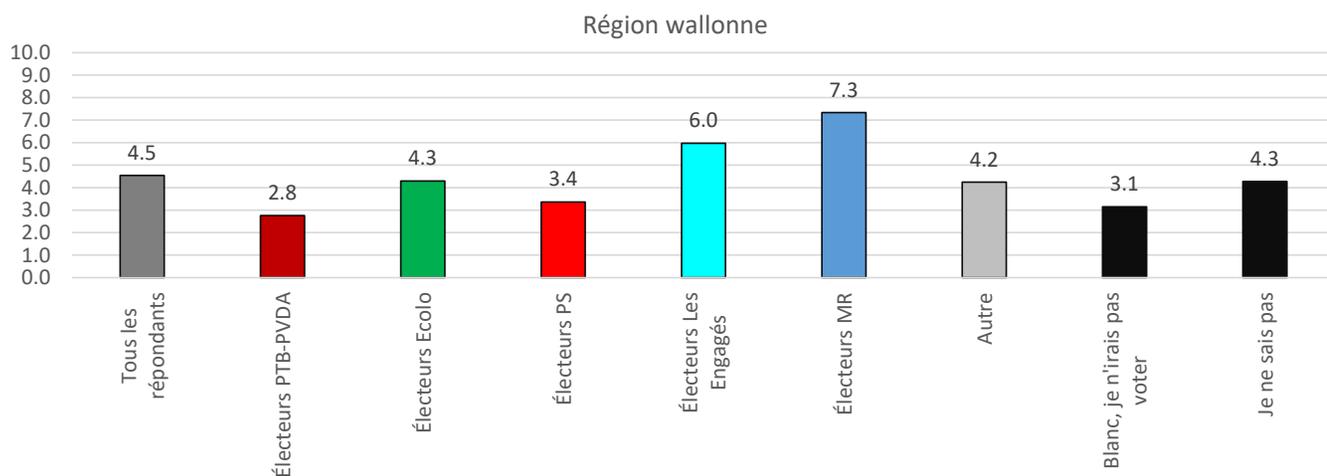
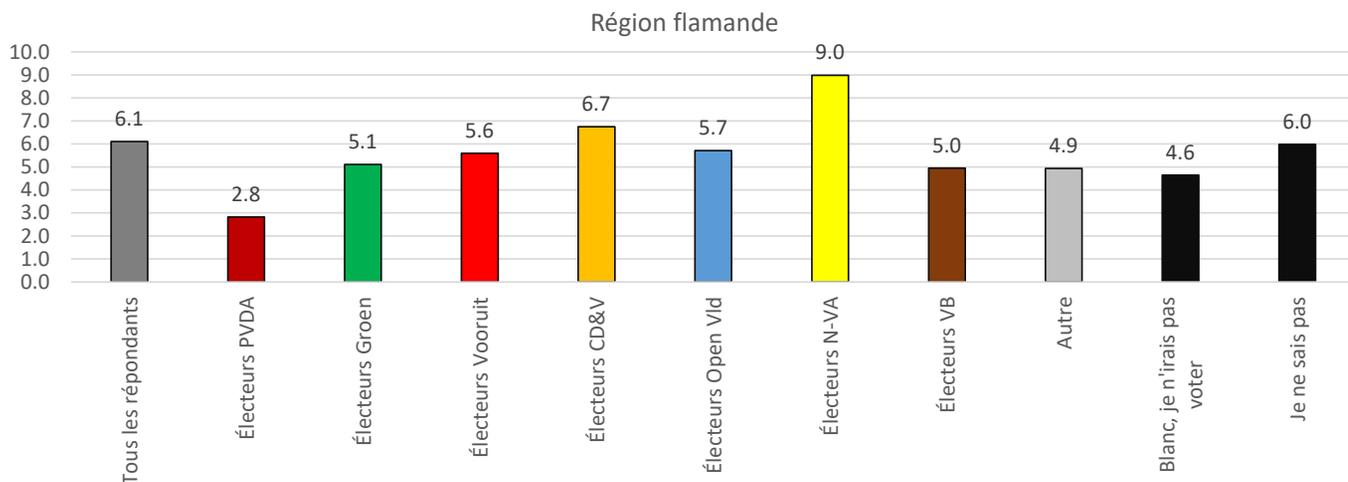
L'aptitude de Bart de Wever a être Premier ministre, par région

Évaluation de Bart De Wever comme Premier ministre



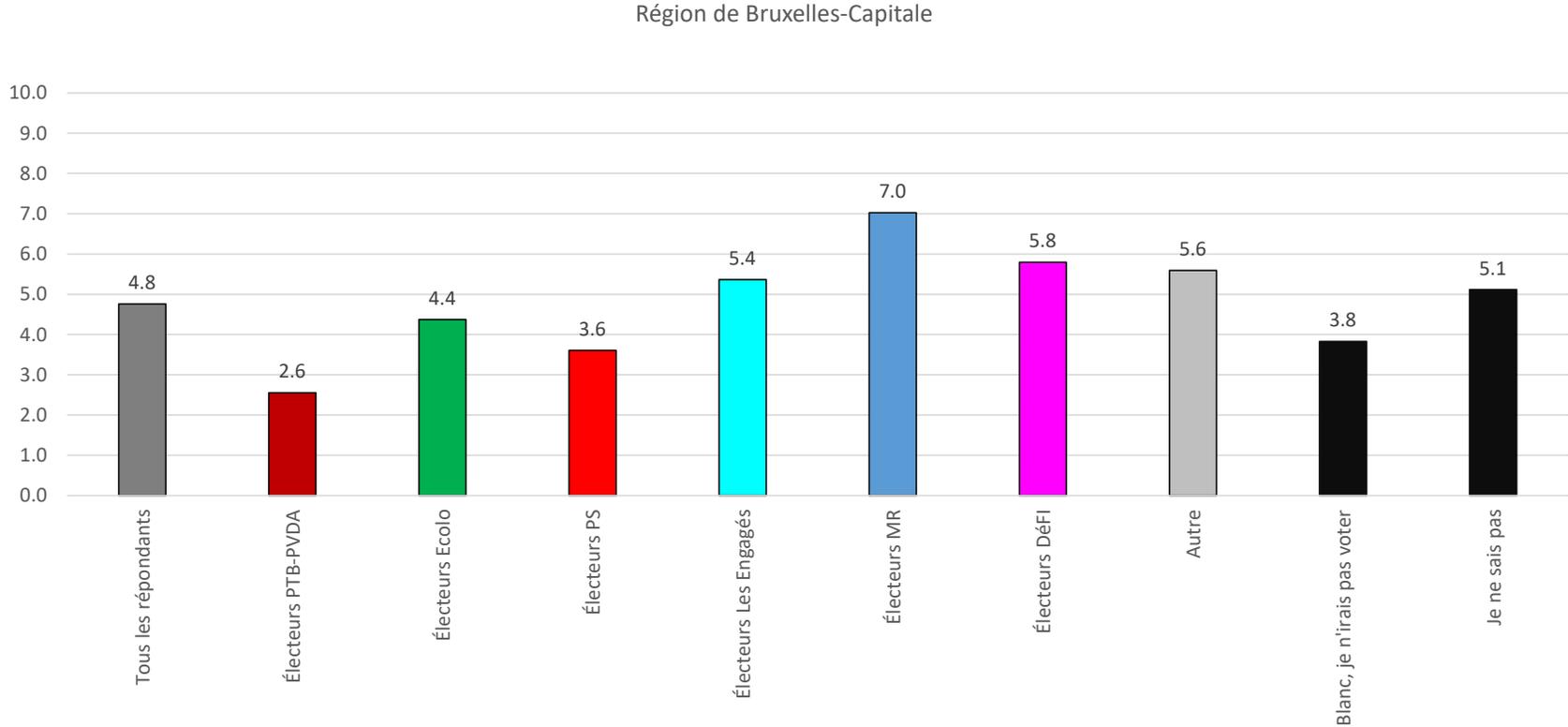
- Dans quelle mesure considérez-vous que Bart De Wever est apte ou pas à exercer la fonction de Premier ministre? Echelle de réponse allant de 0=totalement inapte à 10=totalement apte.
- La question se pose en particulier avec un Premier ministre issu d'un parti nationaliste flamand.
- En Flandre, l'opinion publique est très largement positive à l'égard de Bart De Wever. Son score moyen se situe à 6,1 sur une échelle allant de 0 à 10. Et une large part des répondants flamands lui donne un score de 7 et plus (52%).
- Les Wallons et les Bruxellois sont plus divisés sur la questions. Une minorité importante (17% et 18%) lui donne un score de 0.
- Son score moyen est de 4,5 en Wallonie et de 4,8 à Bruxelles, Brusselaars 4,8.
- Bart De Wever iest une figure polarisante en Wallonie et à Bruxelles. La majorité le trouve plutôt inapte à exercer la fonction de Premier ministre, mais des groupes importants lui donne un score de 6 et plus (40% en Wallonie, 44% à Bruxelles).
- Ce n'est donc pas comme si De Wever avait rencontré une opposition francophone majeure dans les premières semaines de son gouvernement, il jouit du bénéfice du doute à cet égard, mais il est une figure polarisante avec de forts opposants et de forts partisans.

L'aptitude de Bart De Wever à être Premier ministre dans les électorsats flamands et wallons



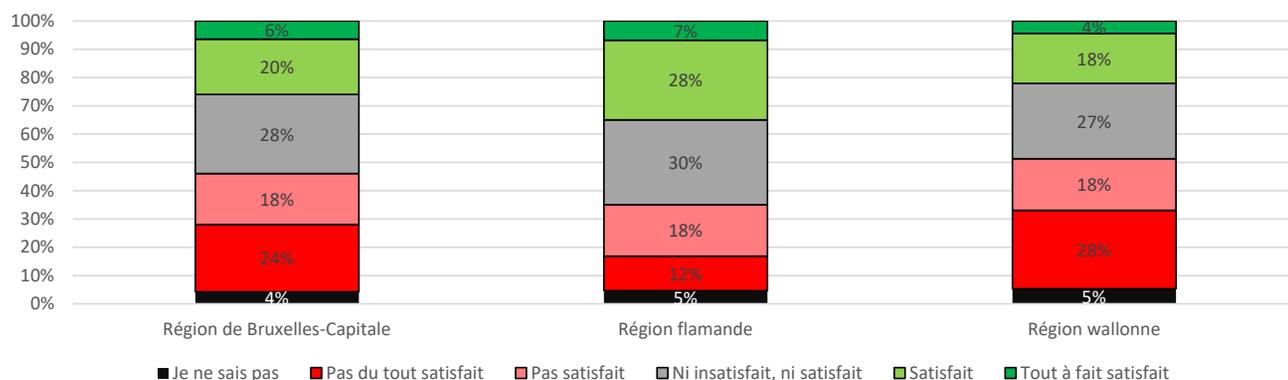
- L'évaluation de l'aptitude de Bart De Wever à occuper le poste de Premier ministre varie considérablement entre les électorsats des différents partis. Dans presque tous les électorsats, il y a plus d'évaluations positives que négatives. Seuls les électeurs du PVDA le jugent très négativement (2,8), mais tous les autres électorsats le classent en moyenne au-dessus ou juste du score médian sur l'échelle (5), même les électeurs du VB (5,0) et l'électorsat de Groen (5,1). Il s'agit d'une observation frappante : même les électeurs qui n'ont pas rejoint le gouvernement De Wever et/ou qui sont idéologiquement éloignés de la N-VA de De Wever jugent de manière positive son aptitude à être Premier ministre.
- Du côté wallon, la polarisation autour de Bart de Wever est plus nette. Les électeurs des deux partis francophones de la coalition fédérale, MR et Les Engagés, sont positifs quant à l'aptitude de Bart de Wever. En revanche, le score moyen dans les électorsats des autres partis est inférieur à 5. C'est particulièrement le cas des électeurs du PTB et du PS.
- Les résultats sont similaires à Bruxelles (voir slide suivant), mais avec les électeurs de Défi qui de façon surprenante sont légèrement positifs, en moyenne, à l'égard de Bart De Wever.

L'aptitude de Bart De Wever à être Premier ministre dans l'électorat bruxellois

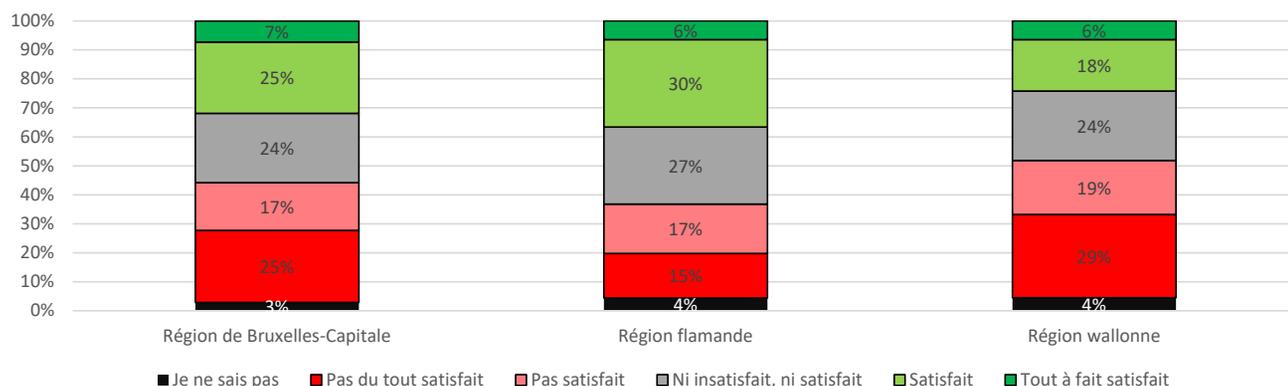


Satisfaction à l'encontre du Gouvernement De Wever, par région (1)

Les personnalités qui ont été nommées comme ministres ou Premier ministre au sein du nouveau gouvernement fédéral.



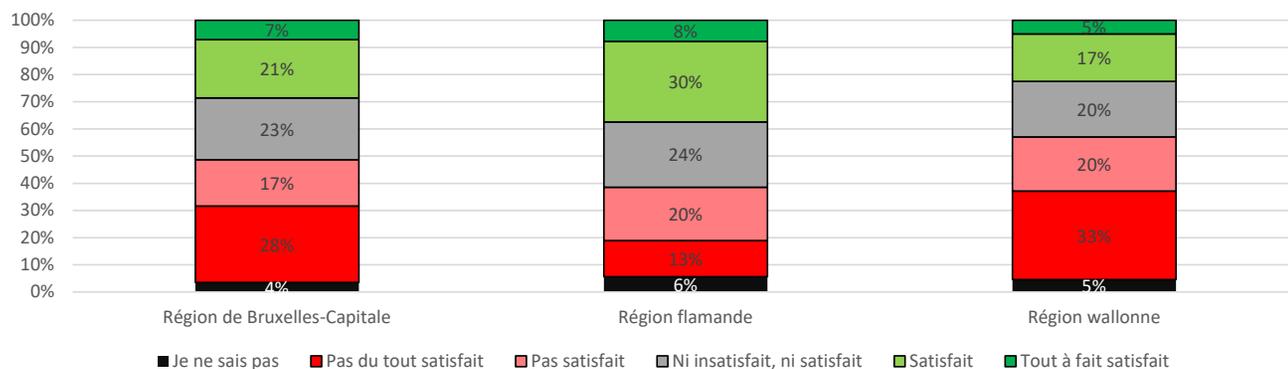
La coalition de partis qui forment le gouvernement



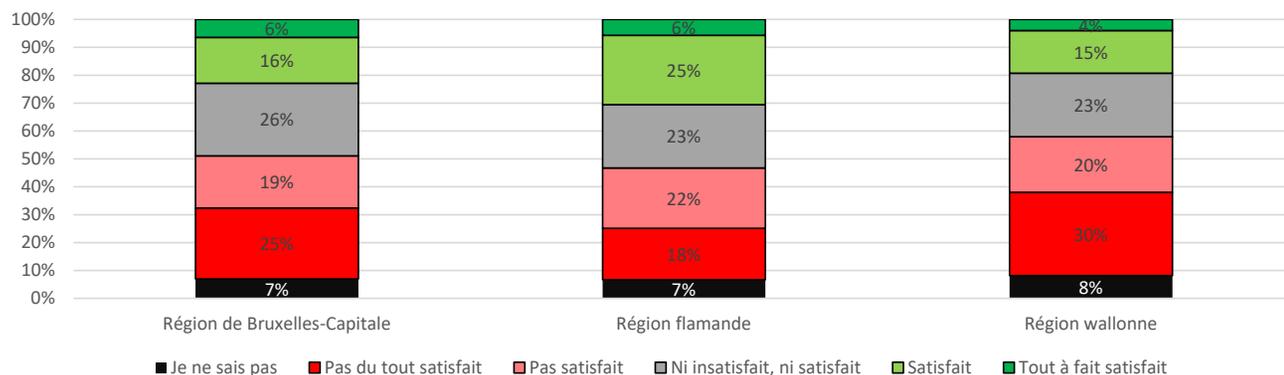
- *La coalition gouvernementale fédérale a été formée depuis. Pouvez-vous indiquer dans quelle mesure vous êtes satisfait ou insatisfait des aspects suivants du gouvernement ? (1) Les personnalités qui ont été nommées comme ministres ou Premier ministre au sein du nouveau gouvernement fédéral, (2) La coalition de partis qui forment le gouvernement, (3) Les principales nouvelles mesures annoncées par le Gouvernement fédéral De Wever I (4) La façon dont le gouvernement De Wever I a réparti la charge financière entre les différents groupes de population Echelle allant de 1 à 5, de 'pas du tout satisfait' à 'tout à fait satisfait'.*
- Concernant les personnalités nommées comme ministres, la part de tout à fait satisfaits et de satisfaits n'attend la majorité dans aucune des 3 régions. La satisfaction est toutefois un peu plus importante en Flandre (35%, contre 26% à Bruxelles et 22% en Wallonie). Les insatisfaits ne sont pas vraiment plus nombreux. C'est lié à la large proportion de ni satisfaits, ni insatisfaits.
- Concernant les partis formant la coalition, la situation est très comparable, avec beaucoup d'indécis, et une répartition assez égale entre satisfaits et insatisfaits. A nouveau, les Flamands sont moins critiques à l'égard du Gouvernement De Wever I.

Satisfaction à l'encontre du Gouvernement De Wever, par région (2)

Les principales nouvelles mesures annoncées par le Gouvernement fédéral De Wever I.



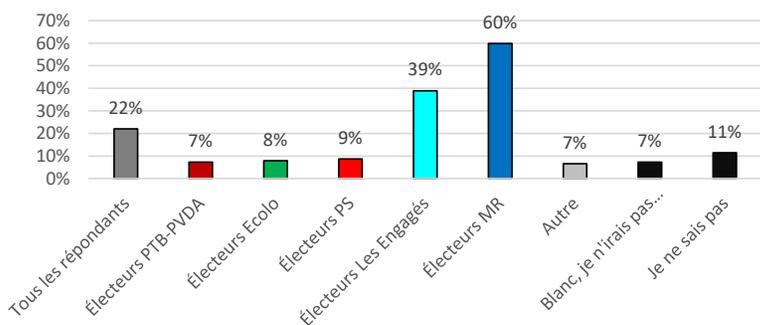
La façon dont le gouvernement De Wever a réparti la charge financière entre les différents groupes de population.



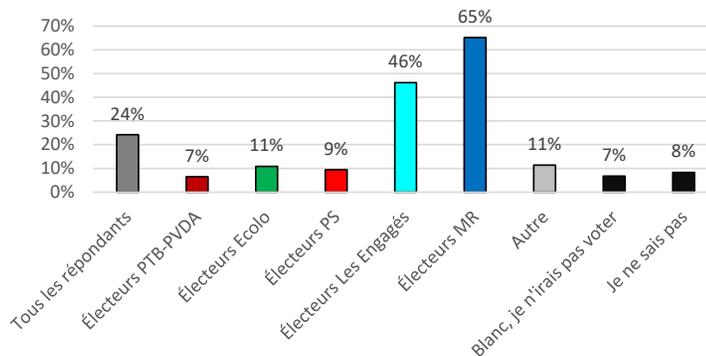
- Les graphiques sur ce slide porte sur les décisions annoncées par le nouveau Gouvernement fédéral.
- Sur les principales nouvelles mesures annoncées, les répondants en Flandre se divisent de façon assez équivalente entre satisfaits (38%) et insatisfaits (33%). En Wallonie et à Bruxelles, en revanche, les répondants sont plus largement insatisfaits. C'est le cas d'une majorité de Wallons (53%), et de 45% de Bruxellois.
- Un des sujets de débats lors de la formation du Gouvernement De Wever I était de savoir comment la charge financière des efforts à fournir se répartissait ("les épaules les plus larges". A ce propos, on peut constater que dans les trois régions du pays, il y a plus de répondants insatisfaits que satisfaits. C'est le cas de 40% des répondants flamands (vs. 31% de satisfaits), de 44% des Bruxellois (vs. 22%) et de 50% des Wallons (vs. 19%).
- De façon générale, les répondants semblent plus négatifs à l'égard des mesures annoncées par le Gouvernement De Wever I que de sa composition (slide précédent).

Satisfaction à l'encontre du Gouvernement De Wever I, par électorat - Wallonie

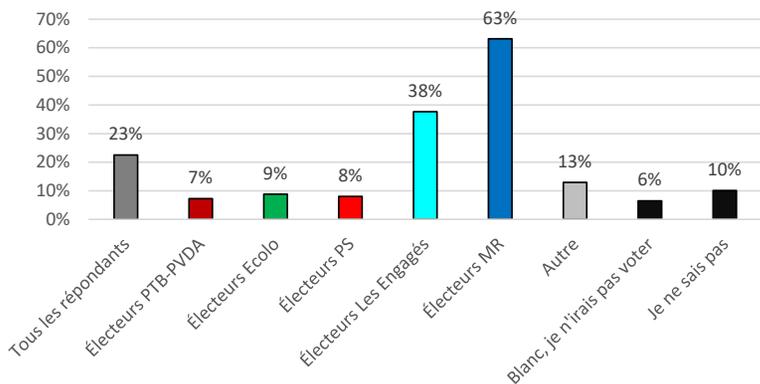
Les personnalités qui ont été nommées comme ministres ou Premier ministre au sein du nouveau gouvernement fédéral. - % (Tout à fait) satisfait



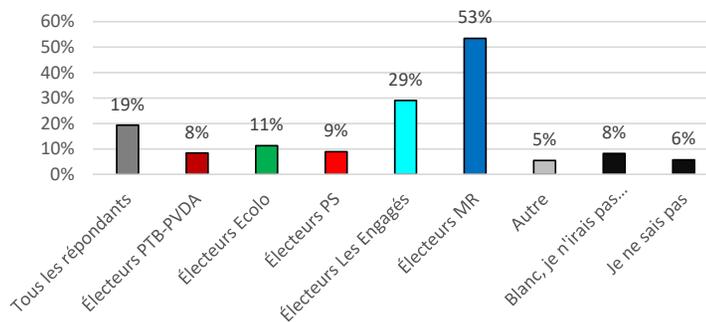
La coalition de partis qui forment le gouvernement. - % (Tout à fait) satisfait



Les principales nouvelles mesures annoncées par le Gouvernement fédéral De Wever I.

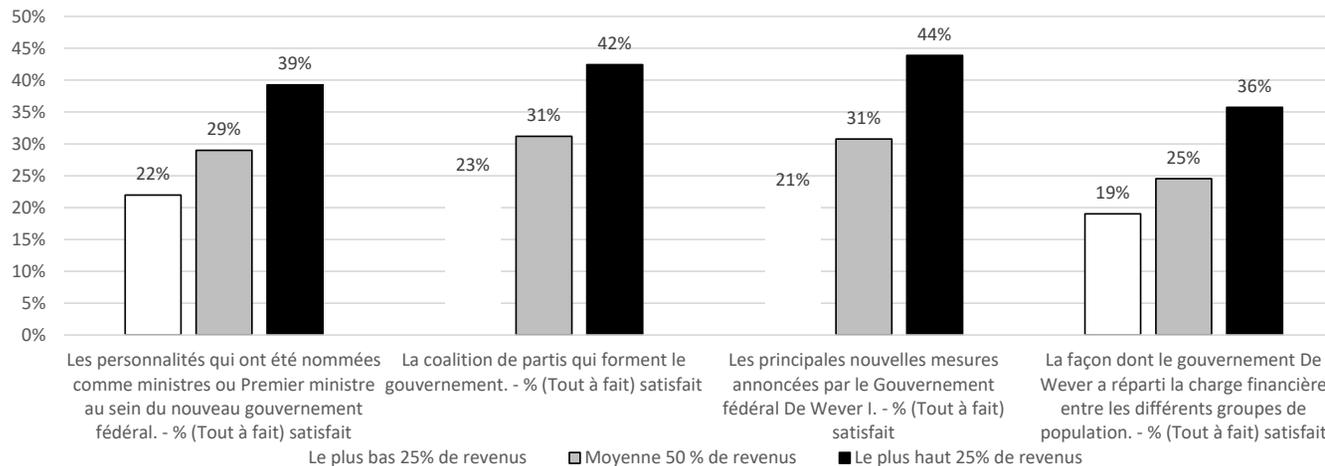
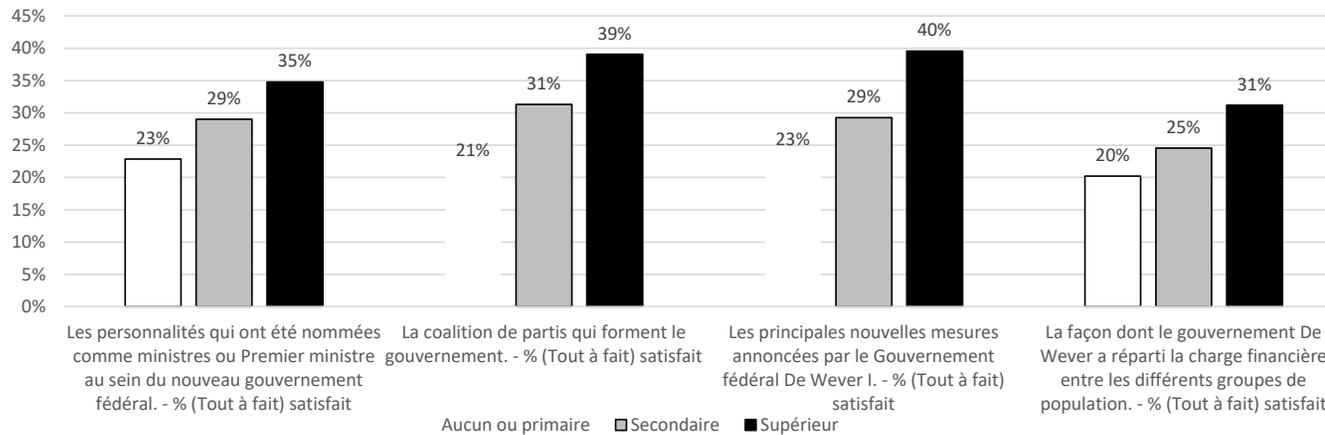


La façon dont le gouvernement De Wever a réparti la charge financière entre les différents groupes de population. - % (Tout à fait) satisfait



- Lorsqu'on regarde les évaluations du nouveau gouvernement fédéral selon le parti pour lequel le répondant déclare qu'il voterait si de nouvelles élections avaient lieu en 2025, on voit de fortes différences.
- En Wallonie, les électeurs qui comptent le plus de répondants satisfaits sont, assez logiquement ceux du MR et des Engagés. L'électorat MR est cependant le seul à être majoritairement satisfait. Celui des engagés est plus divisé, surtout concernant les principales mesures annoncées, et encore plus la répartition de la charge financière au sein de la société.
- Les électeurs des partis d'opposition, en revanche, sont très peu satisfaits de la composition du Gouvernement De Wever I et des mesures annoncées. Peu d'écarts notables sont à observer à ce niveau entre les électeurs PTB, PS et Ecolo.
- C'est aussi le cas des électeurs qui déclarent qu'ils voteraient blancs ou n'iraient pas voter en cas de nouveau scrutin.
- Pour les chiffres concernant la Flandre, ils sont dans la présentation en néerlandais.

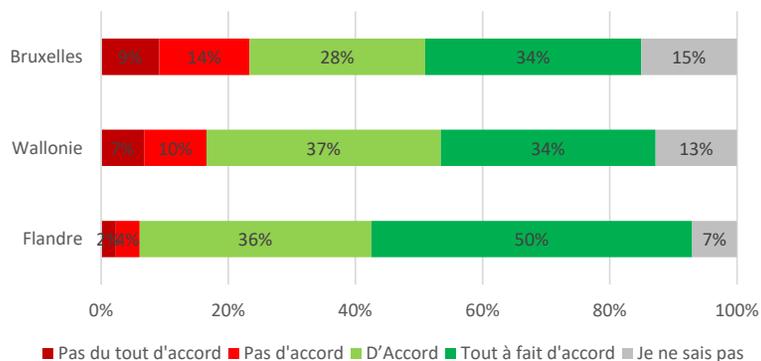
Satisfaction à l'égard du Gouvernement De Wever I en Belgique, par niveau de diplôme et de revenu



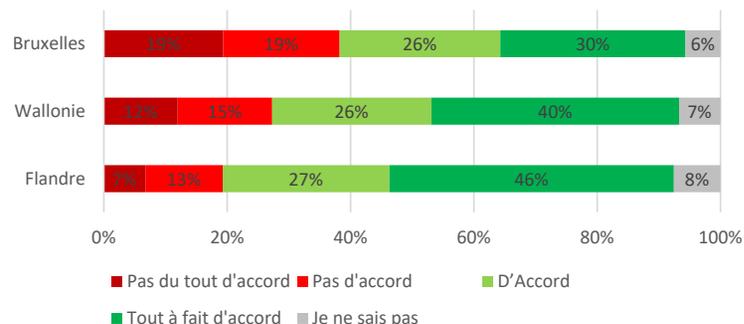
- Les deux graphiques de ce slide montrent clairement que les opinions à l'encontre du Gouvernement De Wever I sont corrélées au niveau de diplôme et au niveau de revenu.
- La conclusion est claire: plus une personne a pu poursuivre longtemps des études, et plus son niveau de revenu est élevé, plus son évaluation de la composition et des mesures du Gouvernement De Wever I est positive. La relation est forte et linéaire.
- A l'inverse, ce sont les moins diplômés et ceux aux revenus les plus faibles qui sont les moins satisfaits du nouveau gouvernement fédéral. La relation est un peu plus forte encore pour le revenu que pour le diplôme.

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par région(1)

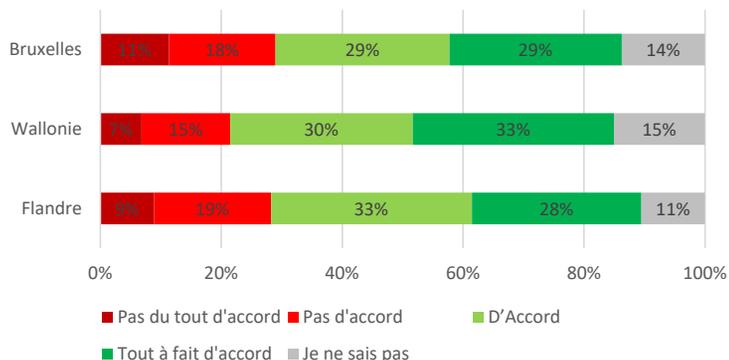
Etendre le droit à l'euthanasie aux personnes atteintes de démence



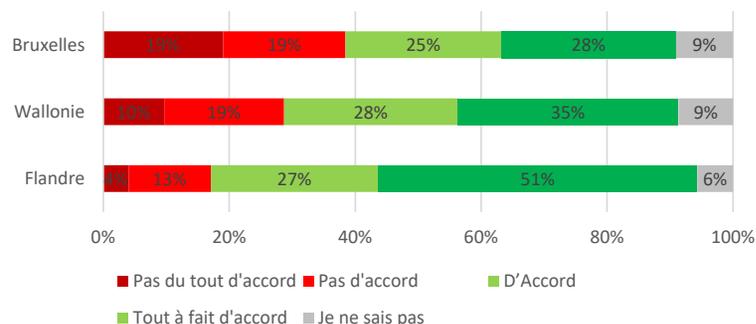
Autoriser la police à entrer de force dans le domicile d'un étranger qui a reçu un ordre de quitter le territoire



Instaurer une taxe sur les plus-value



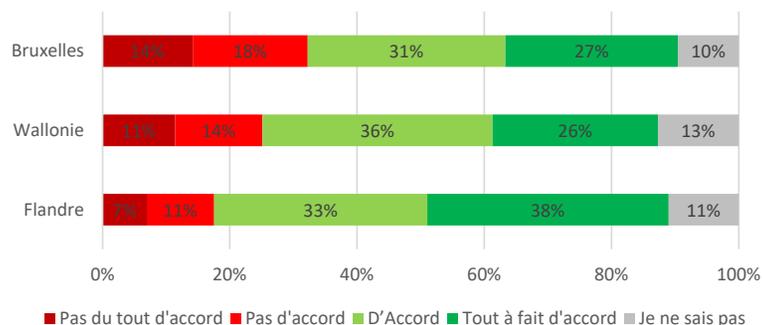
Augmenter les frais administratif pour l'acquisition de la nationalité belge



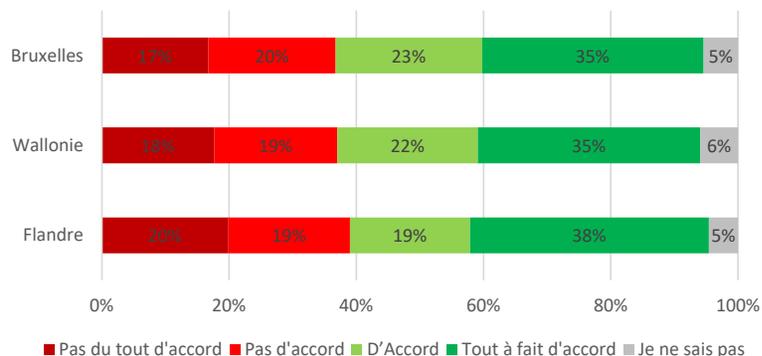
- Nous vous présentons ci-dessous quelques mesures contenues dans l'accord de coalition du gouvernement De Wever. Pouvez-vous indiquer si vous êtes d'accord ou en désaccord avec ces mesures ?
- Réponses en 4 catégories allant de pas du tout d'accord à tout à fait d'accord, avec la possibilité de répondre 'je ne sais pas'. 14 mesures de l'accord de gouvernement fédéral ont été présentées aux répondants.
- Nous présentons les mesures en allant de celle bénéficiant du soutien le plus large dans l'échantillon wallon à celles ayant le soutien le plus faible soutien.
- De façon générale, les mesures annoncées bénéficient d'un peu plus de soutien en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles. Et les différences entre la Wallonie et la Flandre, même si elles sont limitées, sont en général statistiquement significatives.
- Les écarts sont en revanche moins souvent statistiquement significatifs entre la Wallonie et Bruxelles.
- Les 4 mesures les plus soutenues en Wallonie bénéficient d'un fort appui, au-delà des 60%. De façon intéressante, elles sont très variées, allant de mesures de durcissement sur l'immigration à une taxation accrue des plus values.
- Ces mesures, sauf la taxation des plus values, sont encore plus populaires en Flandre.

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par région(2)

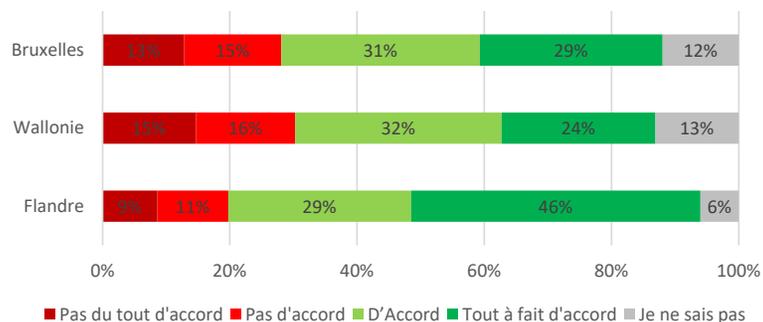
Augmenter le budget de la défense à 2% du PIB d'ici 2029



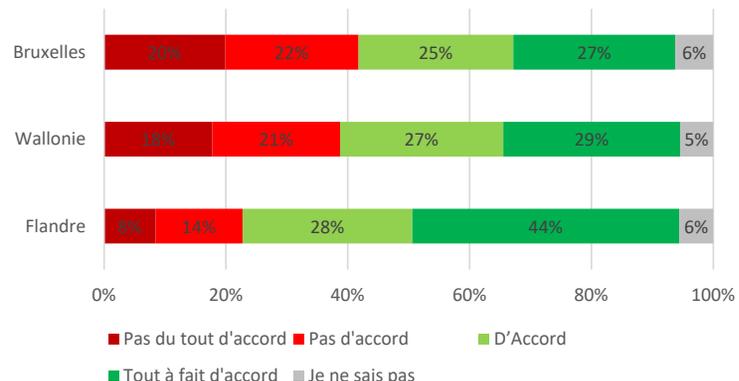
L'interdiction totale de fumer sur les terrasses



Ramener progressivement les pensions dans le secteur public au niveau des pensions dans le secteur privé



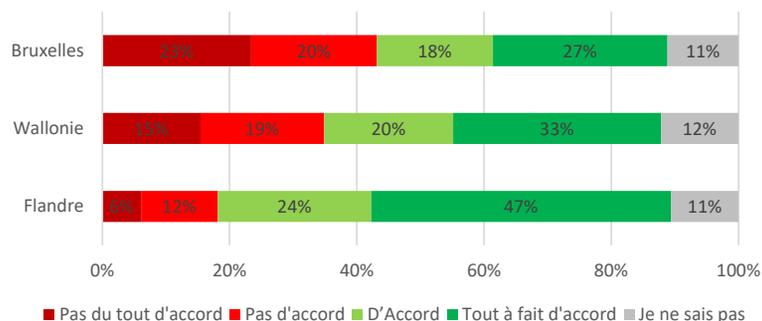
Limiter les allocations de chômage à 2 ans



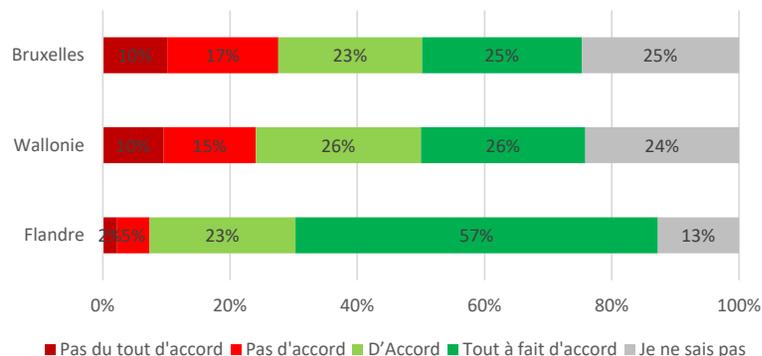
- Les 4 mesures annoncées par le Gouvernement De Wever I reprise dans ce slide bénéficient également d'un large support, au-delà des 55% des répondants wallons.
- La situation est assez similaire à Bruxelles. Seule les réponses pour le budget de la défense ont des différences statistiquement significatives entre la Wallonie et Bruxelles.
- En Flandre, on est même sur un soutien encore plus large.
- De façon intéressante, l'interdiction de fumer en terrasse est la mesure qui présente les taux de soutien les plus similaires dans les 3 régions.
- A l'inverse du slide précédent, les mesures reprises ici sont, majoritairement, plutôt soutenues par les partis de droite de la coalition fédérale (sauf, sans doute, l'interdiction de fumer en terrasse).

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par région(3)

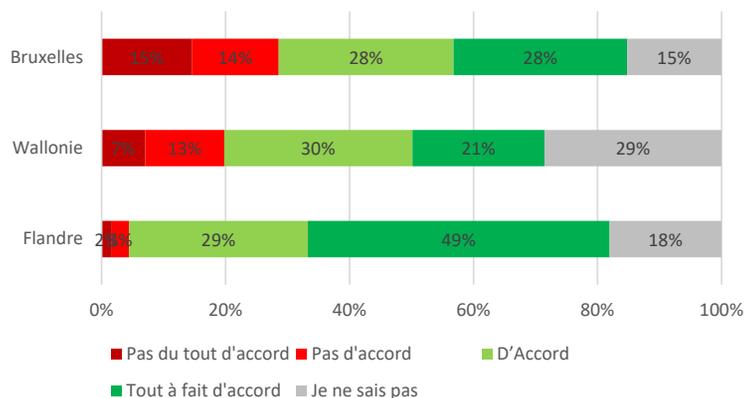
L'envoi de migrants sans papiers dans une prison à l'étranger



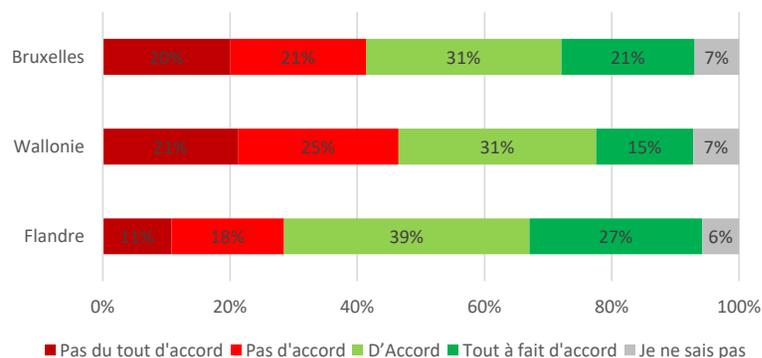
Supprimer le Sénat



Fusionner les zones de police à Bruxelles



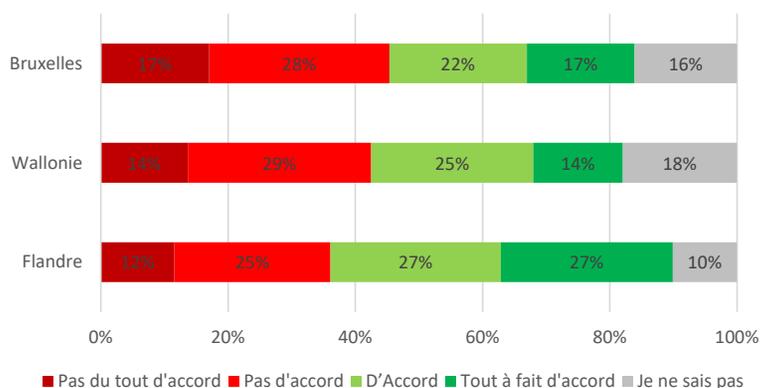
Un retraite anticipée signifie moins de pension, travailler plus longtemps signifie plus de pension



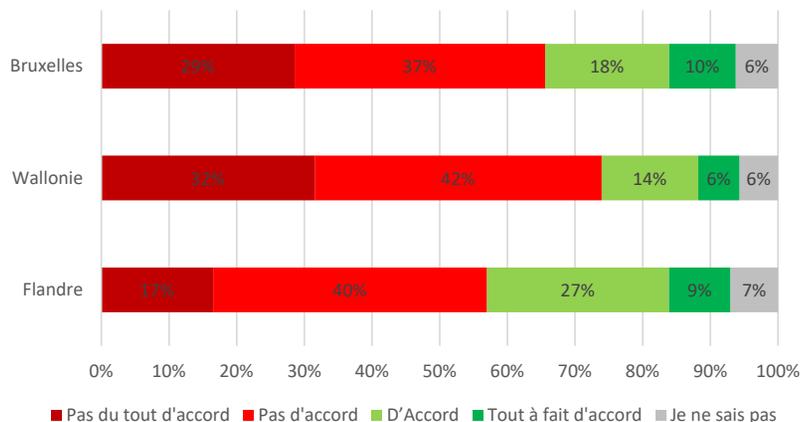
- Les 4 mesures suivantes présentent des attitudes moins homogènes parmi les répondants wallons et bruxellois.
- Deux mesures, supprimer le Sénat et fusionner les zones de police à Bruxelles, sont assez largement soutenues, mais surtout elles se démarquent par la large part de répondants bruxellois et wallons n'ayant pas d'opinion à leur propos.
- Les deux autres mesures, envoyer certains migrants sans papiers vers des centres de détention à l'étranger et le système de bonus-malus pour les pensions, se distinguent quant à elles par une plus nette polarisation en Wallonie et à Bruxelles (mais pas en Flandre). Les proportions de répondants favorables et défavorables à ces mesures sont en effet assez proches.

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par région (4)

Réduire le budget de la coopération au développement



Fermer les petites gares moins fréquentées

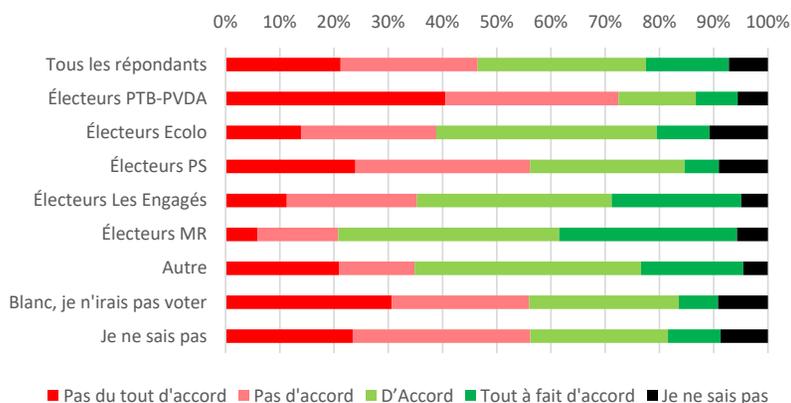


- Enfin, les deux mesures les moins soutenues sont, de façon intéressante, les deux mêmes dans les trois régions du pays.
- Concernant la fermeture des gares les moins fréquentées, elle est majoritairement rejetée dans les trois régions.
- La réduction du budget de la coopération au développement, quant à elle, divise les Wallons et les Bruxellois de façon quasi égale. En Flandre, le soutien est légèrement majoritaire (54%).

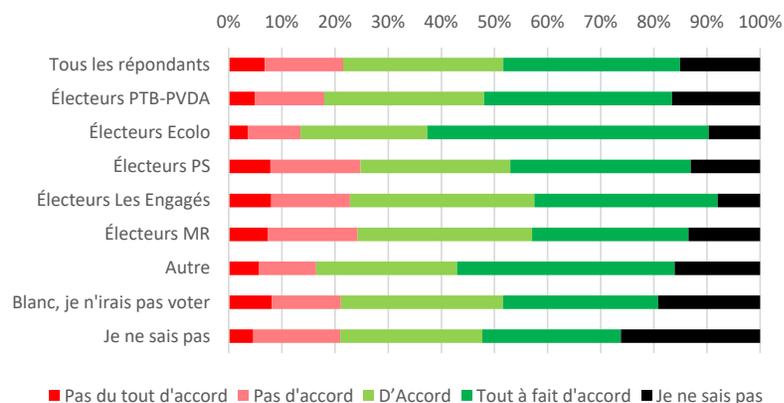
- Globalement, la plupart des mesures annoncées par le Gouvernement De Wever I bénéficient d'un soutien majoritaire, et ce dans les 3 régions du pays.
- Même les mesures fortement contestées depuis la formation du nouvel exécutif fédéral (pensions, allocations de chômage, ...) bénéficient d'un soutien majoritaire.
- Structurellement, le soutien est plus large en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles. Les écarts sont le plus souvent statistiquement significatifs entre la Flandre et la Wallonie, alors que les écarts ne sont pas souvent statistiquement significatifs entre Bruxelles et la Wallonie.
- Les mesures les plus soutenues se retrouvent tant à droite (surtout sur les questions relatives à l'immigration) qu'à gauche (taxation des plus-values).
- Concernant les mesures internationales, le soutien à des investissements accrus en défense est plus large que le soutien à la réduction du budget de la coopération au développement.

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par électorat en Wallonie (1)

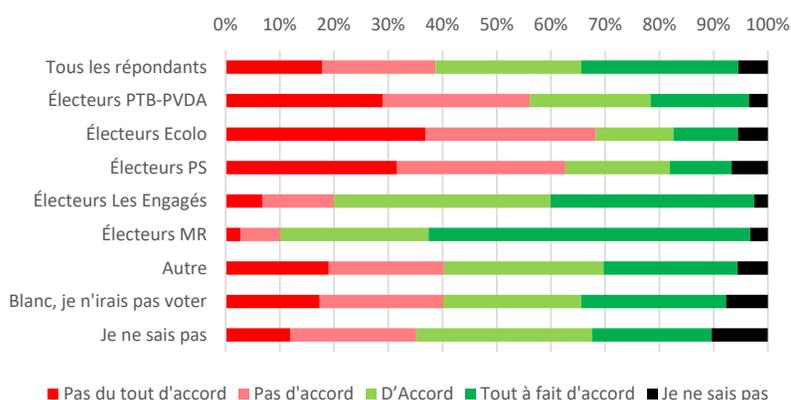
Une retraite anticipée signifie moins de pension, travailler plus longtemps signifie plus de pension.



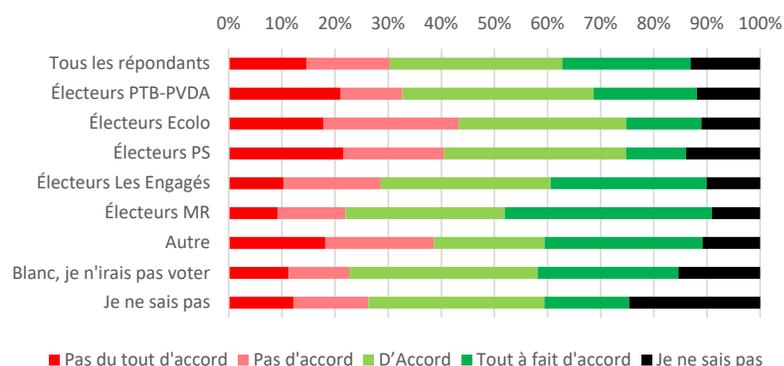
Une taxe sur les plus-values (impôt sur les plus-values lors de la cession d'actions).



La limitation des allocations de chômage à 2 ans.



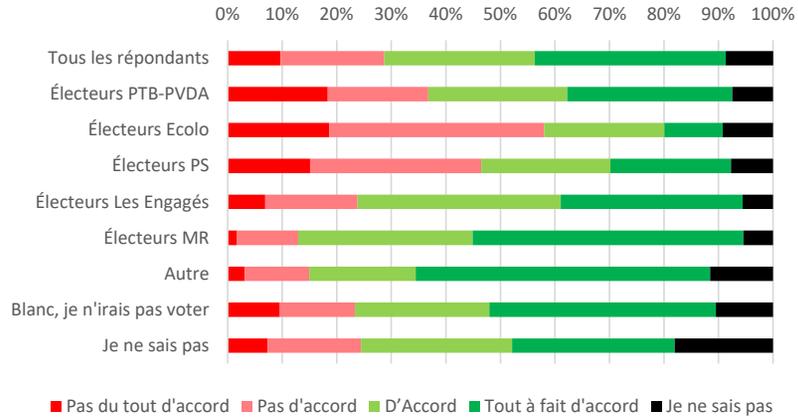
Ramener progressivement le montant des pensions dans la fonction publique au niveau des pensions dans le secteur privé.



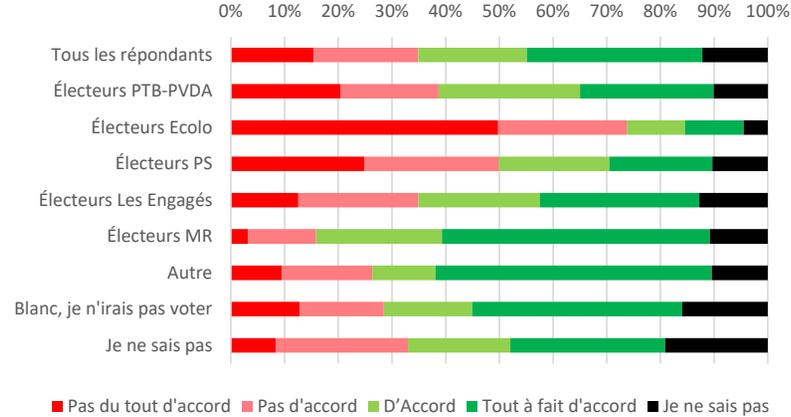
- Dans les slides suivants, nous allons comparer les positions des différents électorats des partis (sur la base de l'intention de vote déclarée si de nouvelles élections avaient lieu en 2025) par rapport aux mesures annoncées par le Gouvernement De Wever I dans son accord de gouvernement.
- Nous allons présenter ces éléments pour les répondants wallons, puis bruxellois. Les données sur les électorats des partis flamands sont disponibles dans les slides en néerlandais.
- De façon générale, sur la plupart de mesures, nous observons une division nette entre les électeurs des deux partis francophones de la coalition fédérale (MR-Engagés) et les électorats des autres partis.
- Le soutien est même encore plus fort au sein de l'électorat wallon du MR qui semble le plus satisfait des mesures annoncées.
- Cette division est très marquée, d'abord, sur les mesures socio-économiques. L'exception est la taxe sur les plus-values qui est soutenue par tous les électorats, même au MR.

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par électorat en Wallonie (2)

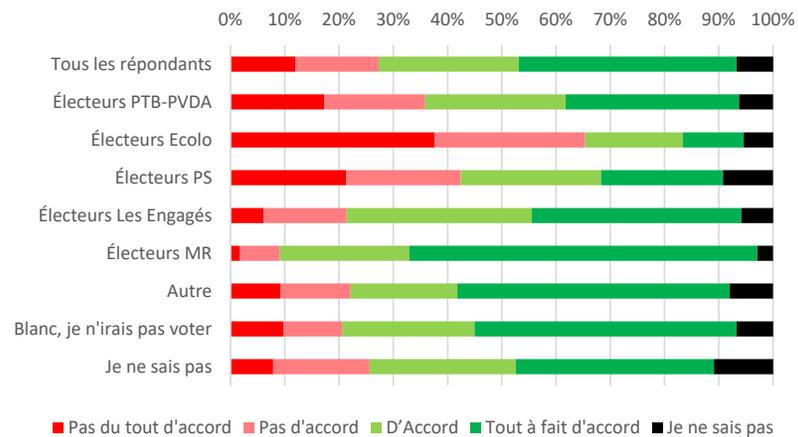
L'augmentation des frais administratifs à payer pour l'acquisition de la nationalité belge.



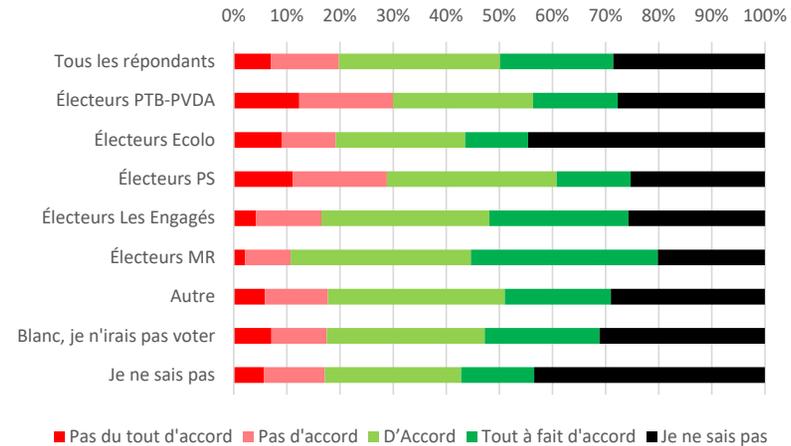
L'envoi des migrants sans-papiers dans une prison à l'étranger.



Autoriser la police à entrer de force dans le domicile d'étrangers qui ont reçu un ordre de quitter le territoire.



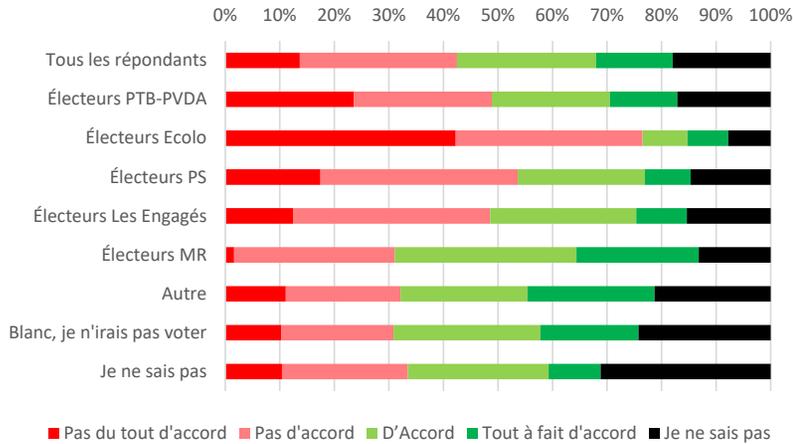
Fusionner les zones de police de Bruxelles.



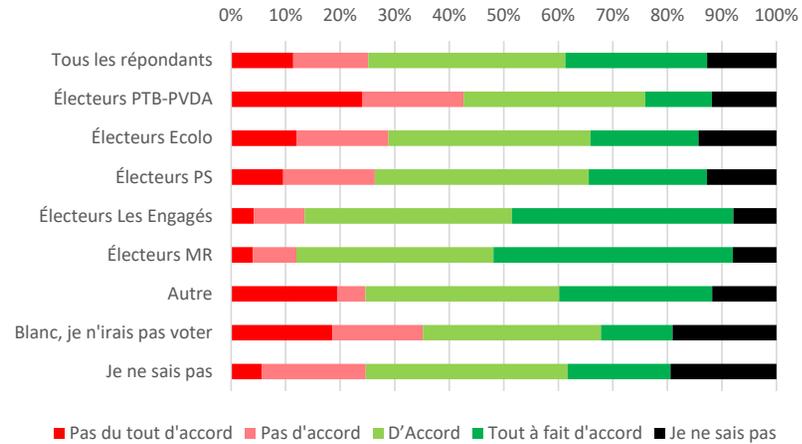
- Pour les trois mesures relatives à l'immigration, on constate que la division gauche-droite existe aussi, mais de façon moins nette. En particulier, l'électorat du PTB en Wallonie est moins défavorable à ces mesures qu'aux mesures socio-économiques du Gouvernement De Wever
- En revanche, les électeurs d'Ecolo sont les plus nettement opposés à ces mesures, confirmant le positionnement fort à gauche du parti sur ces enjeux.
- Concernant la fusion des zones de police à Bruxelles, on observe un soutien majoritaire à la mesure annoncée, et cela dans tous les électorats. L'électorat Ecolo est le seul à se distinguer mais en ayant une large frange indiquant ne pas savoir quelle est sa position par rapport à cette mesure.

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par électorat en Wallonie (3)

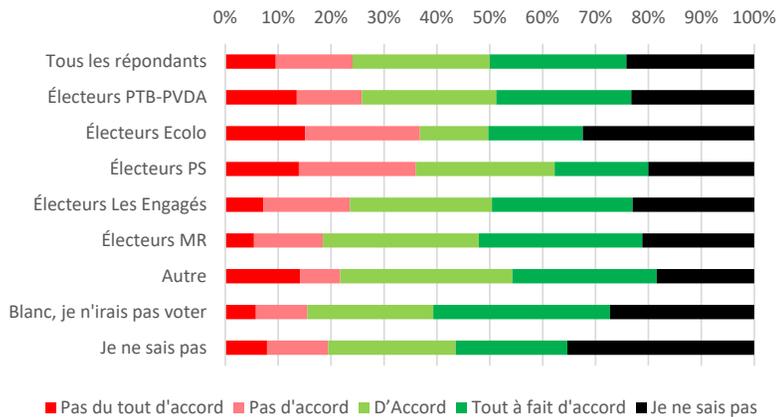
Réduire le budget de la coopération au développement.



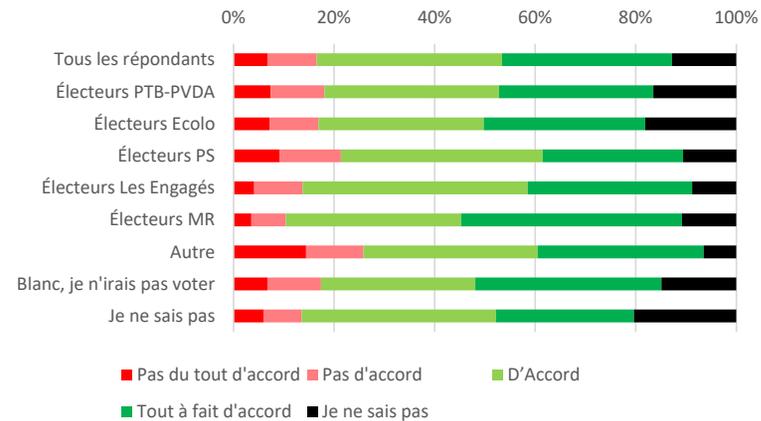
Augmenter le budget de la défense à 2 % du PIB d'ici 2029.



Supprimer le Sénat.



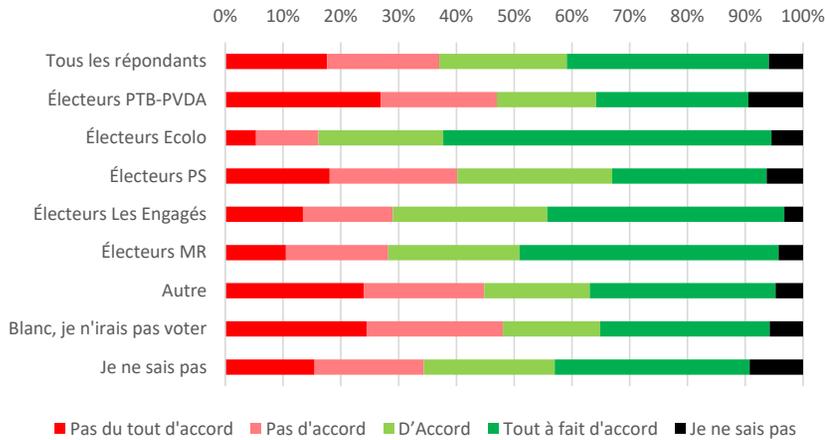
Étendre le droit à l'euthanasie aux personnes atteintes de démence.



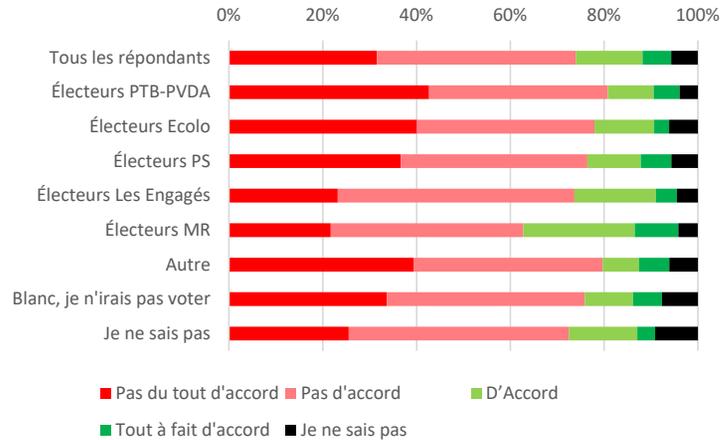
- Sur le plan de la défense, on constate que tous les électorats, de tous les partis, sont pour une hausse du budget dédié, même si les électeurs PTB sont plus divisés.
- En revanche, sur la diminution du budget à la coopération, seul le MR a plus d'électeurs favorables à cette mesure que d'électeurs qui y sont opposés.
- Deux autres mesures annoncées bénéficiant d'un large soutien dans tous les électorat (ou presque, concernant Ecolo) sont la suppression du Sénat et l'extension du droit à l'euthanasie.

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par électorat en Wallonie (4)

L'interdiction totale de fumer sur les terrasses des cafés.



La fermeture des petites gares les moins fréquentées.

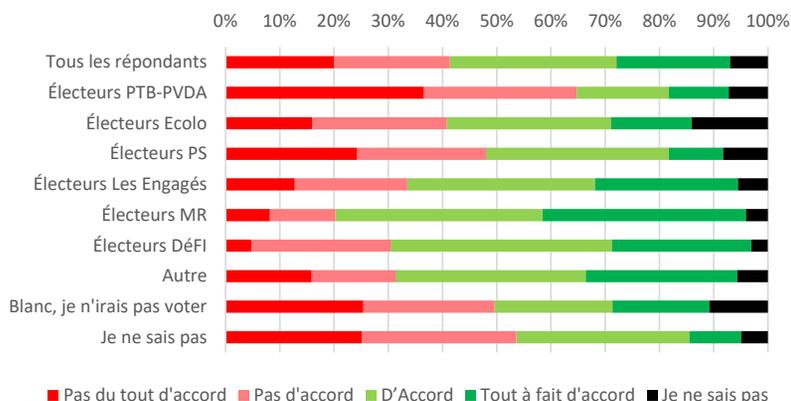


- Concernant l'interdiction de fumer en terrasse, le soutien est majoritaire dans tous les électorats (sauf l'électorat PTB qui est divisé), mais il est le plus largement soutenu chez les électeurs d'Ecolo.
- A l'inverse, la suppression des gares les moins fréquentées, tous les électorats y sont (très) majoritairement opposés.

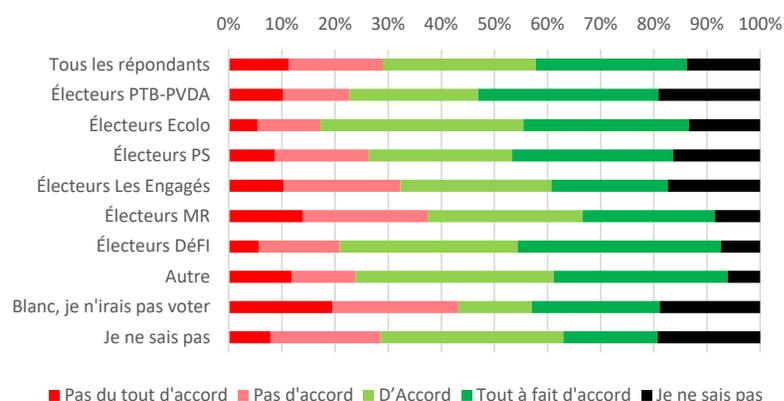
- De façon générale, ces analyses confirment que le soutien est plus marqué chez les électeurs MR et Engagés par rapport aux mesures du Gouvernement De Wever I dont font partie ces deux formations.
- Le soutien est parfois moins affirmé chez les électeurs des Engagés, mais il reste dominant.
- L'opposition, quant à elle, a des électeurs qui sont moins enthousiastes par rapport aux mesures du Gouvernement De Wever I.
- Certaines mesures décriées par les partis d'opposition bénéficient toutefois d'un soutien majoritaire même chez les électeurs PS, Ecolo ou PTB (pensions dans le secteur public, fusion des zones de police, hausse du budget de la défense).
- Les mesures les plus décriées par les électeurs des partis d'opposition ont trait au socio-économique pour les électeurs PTB et PS, et à l'immigration pour les électeurs d'Ecolo.

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par électorat à Bruxelles (1)

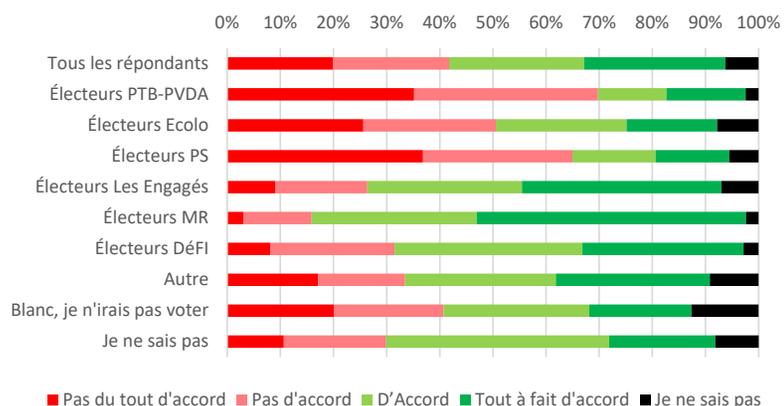
Une retraite anticipée signifie moins de pension, travailler plus longtemps signifie plus de pension.



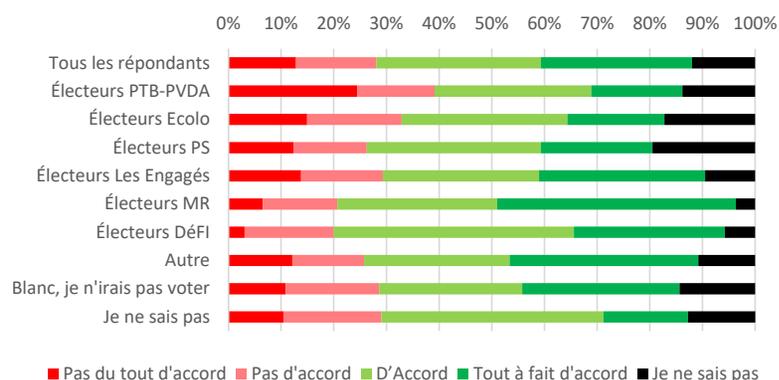
Une taxe sur les plus-values (impôt sur les plus-values lors de la cession d'actions).



La limitation des allocations de chômage à 2 ans.



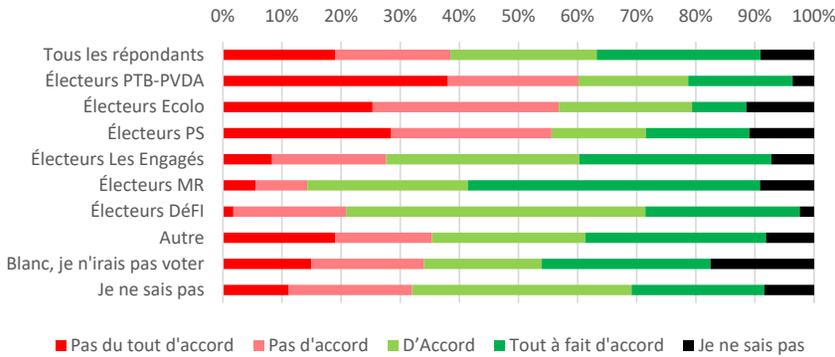
Ramener progressivement le montant des pensions dans la fonction publique au niveau des pensions dans le secteur privé.



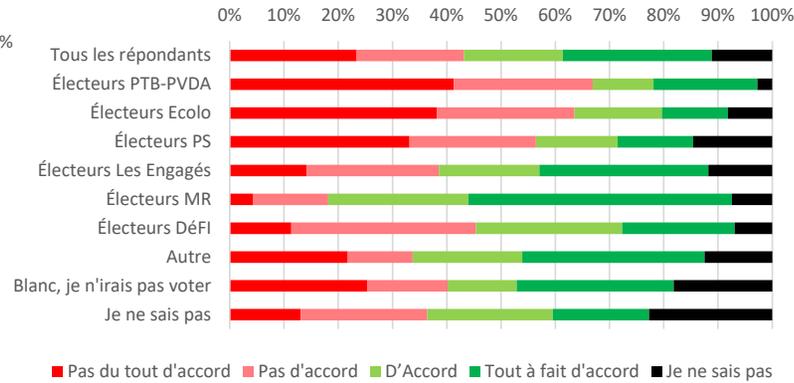
- De façon générale, comme en Wallonie et en Flandre, sur la plupart de mesures, nous observons une division nette entre les électeurs des deux partis francophones de la coalition fédérale (MR-Engagés) et les électeurs des autres partis.
- Cette division majorité-opposition est très marquée sur deux mesures socio-économiques: la le système de bonus-malus pour la pension et la limitation des allocations de chômage à 2 ans.
- Sur la taxe sur les plus-values, tous les électorats y sont majoritairement favorables, même celui du MR.
- Sur l'alignement des pensions du secteur public et du secteur privé, là aussi, les électorats de tous les partis y sont majoritairement favorables ('électorat PTB est le plus divisé, 39% contre, 47% pour).
- Un autre élément intéressant est l'électorat de Défi qui est majoritairement favorable aux mesures socio-économiques du Gouvernement De Wever I.

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par électorat à Bruxelles (2)

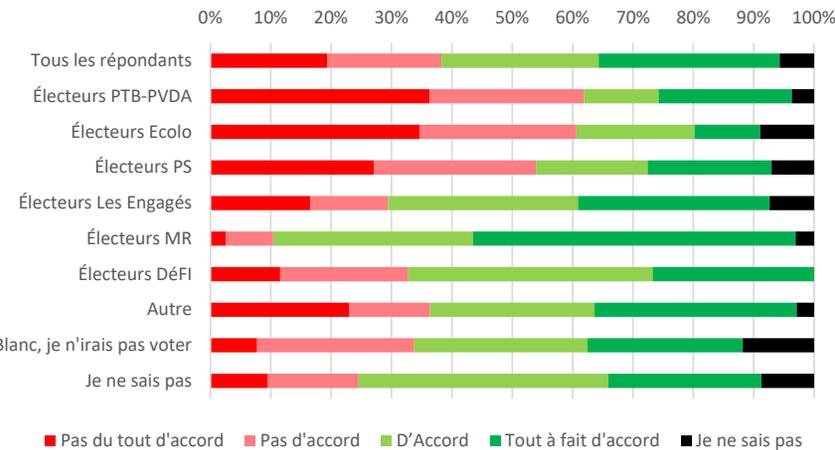
L'augmentation des frais administratifs à payer pour l'acquisition de la nationalité belge.



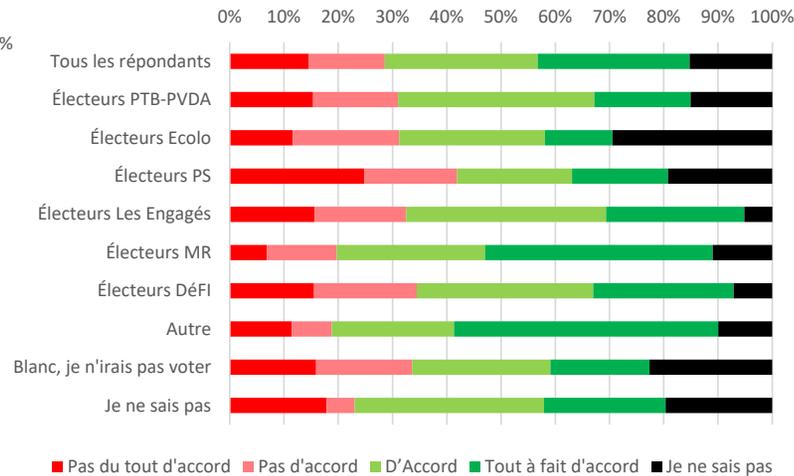
L'envoi des migrants sans-papiers dans une prison à l'étranger.



Autoriser la police à entrer de force dans le domicile d'étrangers qui ont reçu un ordre de quitter le territoire.



Fusionner les zones de police de Bruxelles.

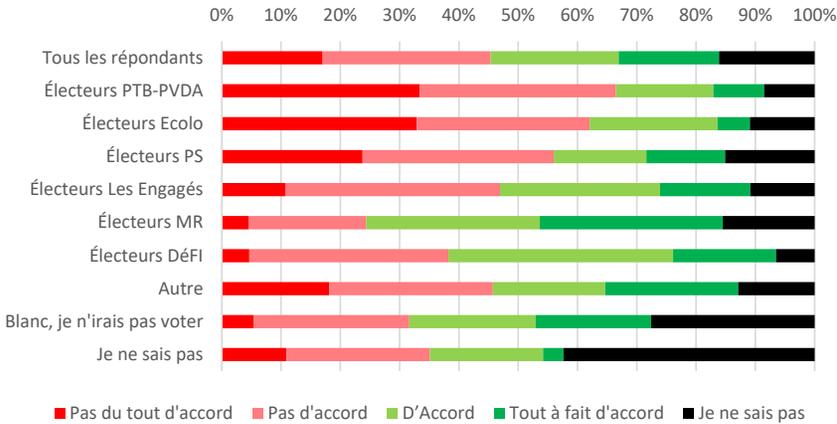


- Pour les trois mesures relatives à l'immigration, la division entre les partis du gouvernement et les trois partis d'opposition situés à gauche, la division est encore plus nette. Les électors PS, PTB et Ecolo sont très largement contre les mesures annoncées par la coalition fédérale. L'électorat de Défi se trouve dans une posture intermédiaire.

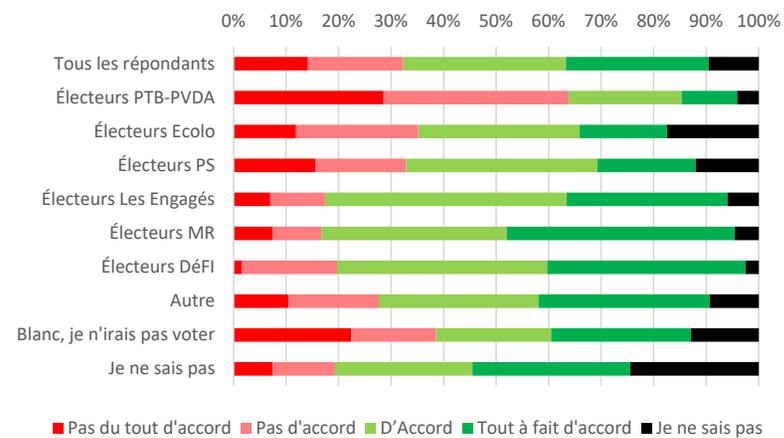
- Concernant la fusion des zones de polices à Bruxelles, il est marquant de constater que tous les partis ont plus d'électeurs favorables que défavorables à cette mesure. La seule exception est l'électorat du PS qui est fort divisé sur la question (42% contre, 39% pour, 19% 'je ne sais pas').

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par électorat à Bruxelles (3)

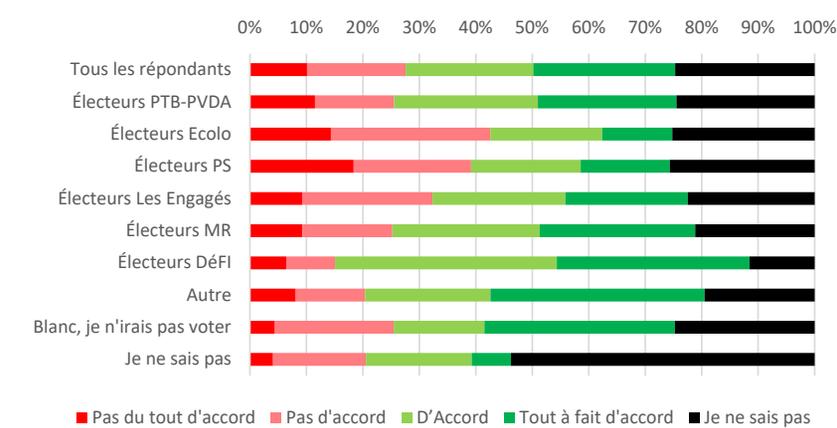
Réduire le budget de la coopération au développement.



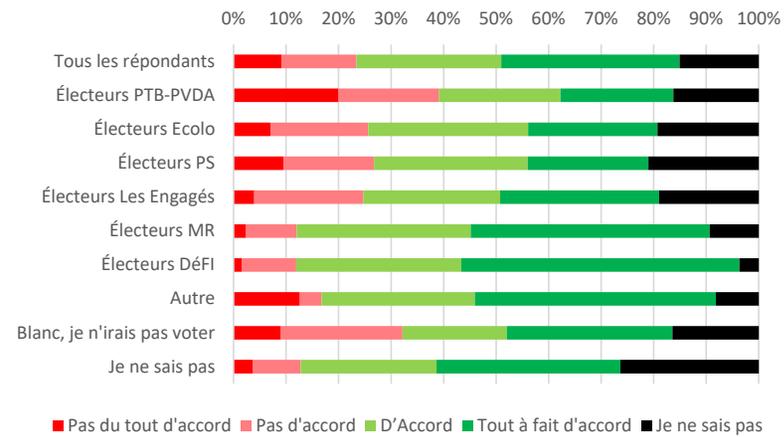
Augmenter le budget de la défense à 2 % du PIB d'ici 2029.



Supprimer le Sénat.



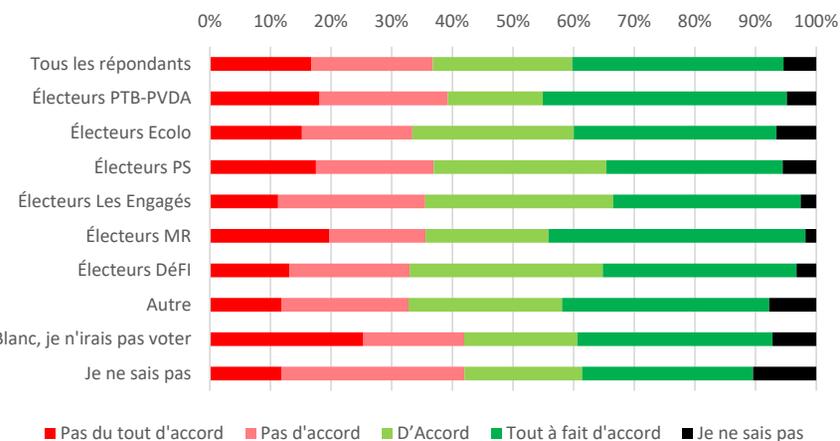
Étendre le droit à l'euthanasie aux personnes atteintes de démence.



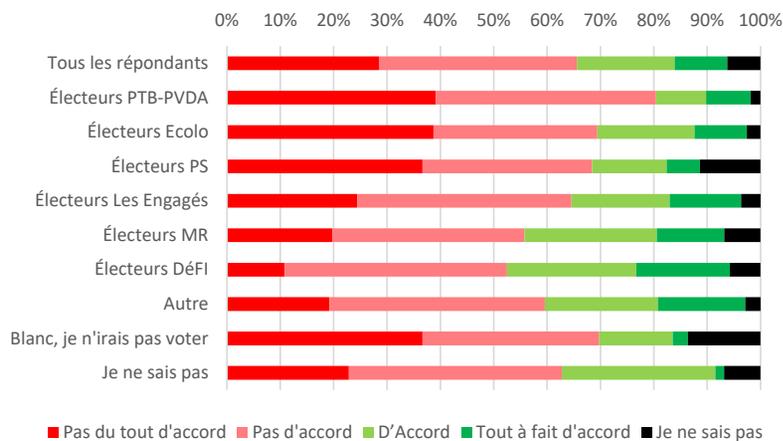
- Sur le plan de la défense, on constate que tous les électors, de tous les partis, sont pour une hausse du budget dédié. Il y a toutefois une exception forte: l'électorat PTB-PVDA qui est très majoritairement contre (64%).
- En revanche, sur la diminution du budget à la coopération, seuls le MR et DéFI (mais pas Les Engagés) ont plus d'électeurs favorables à cette mesure que d'électeurs qui y sont opposés.
- Deux autres mesures annoncées bénéficiant d'un large soutien dans tous les électors (sauf pour les électeurs d'Ecolo) sont la suppression du Sénat et l'extension du droit à l'euthanasie.

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, par électorat à Bruxelles (4)

L'interdiction totale de fumer sur les terrasses des cafés.



La fermeture des petites gares les moins fréquentées.



- Concernant l'interdiction de fumer en terrasse, le soutien est majoritaire dans tous les électorats, et cela de façon assez uniforme.
- A l'inverse, la suppression des gares les moins fréquentées, tous les électorats y sont (très) majoritairement opposés.

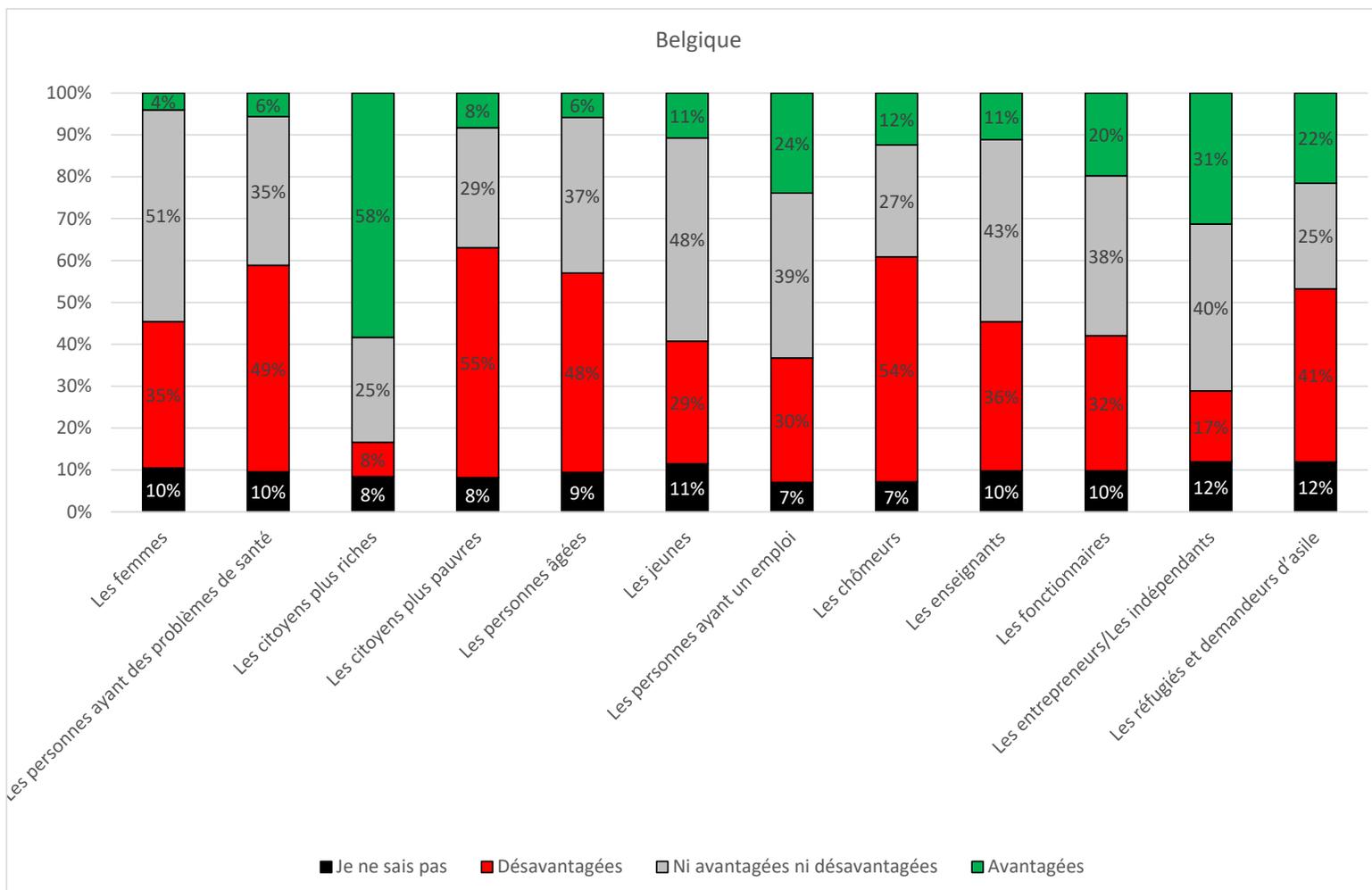
- De façon générale, ces analyses confirment que le soutien est plus marqué chez les électeurs MR et Engagés par rapport aux mesures du Gouvernement De Wever I dont font partie ces deux formations.
- Le soutien est parfois moins affirmé chez les électeurs des Engagés, mais il reste dominant.
- L'opposition, quant à elle, a des électeurs qui sont moins enthousiastes par rapport aux mesures du Gouvernement De Wever I.
- La position de l'électorat de Défi est intéressante, en étant plus favorables que les autres partis d'opposition à certaines mesures annoncées par la coalition fédérale (hausse du budget de la défense, frais administratifs pour acquérir la nationalité belge, pensions, allocations de chômage).

Acceptation des mesures du Gouvernement De Wever I, Régression multivariée

Variables indépendantes	Coefficient	S.E.
Région (référence: Flandre)		
Bruxelles	-0.31***	(0.03)
Wallonie	-0.27***	(0.02)
Education (référence: diplôme du secondaire)		
Fin des études avant la fin du secondaire	-0.01	(0.02)
Etudes supérieures	-0.08***	(0.02)
Femme (1)	-0.11***	(0.02)
Origine nationale en dehors de la Belgique	-0.11***	(0.02)
Revenu standardisé (/1000 euros)	0.04***	(0.01)
Electeurs d'un parti de la coalition fédérale	0.26***	(0.02)
Intercept	2.95***	(0.03)
N	5350	
R2	0.20	

- Nous l'avons vu, même si le soutien aux principales mesures du Gouvernement De Wever I est assez large, des différences apparaissent entre les 3 régions, selon le parti pour lequel le répondant à voter, ou selon les niveaux de revenus et de diplôme. Ces variables peuvent toutefois se recouper. Il y a, par exemple, plus de répondants de revenu plus élevé en Flandre qu'en Wallonie, ou plus d'électeurs d'un parti de la majorité au Nord qu'au Sud du pays
- Nous avons donc opté pour une approche par régression multivariée permettant de cerner l'effet que produit chacune de ces variables sur le soutien aux mesures du nouveau gouvernement fédéral quand on contrôle pour l'effet des autres variables.
- Les résultats sont présentés ci-contre. La variable dépendante est un indicateur agrégé (de soutien aux 14 mesures précitées Alpha de Cronbach= 0,80) qui sont dans l'accord de gouvernement au niveau fédéral.
- Les coefficients indiquent si la variable augmente ou réduit le support aux mesures de De Wever I. Les étoiles indiquent si la relation est significative statistiquement.
- Un premier résultat est que, même en contrôlant pour les différences sociodémographiques et de choix électoral, il reste des différences entre les trois régions, avec un soutien structurellement plus bas aux mesures du Gouvernement fédéral en Wallonie et à Bruxelles, par rapport à la Flandre.
- L'autre effet majeur est le soutien structurellement plus fort des électeurs d'un parti de la coalition fédérale, et cela quelle que soit la région ou le profil sociodémographique.
- Enfin, au niveau sociodémographique, on peut voir que les diplômés du supérieur, les femmes et les personnes nées (ou ayant un parent né) à l'étranger sont légèrement moins favorables aux mesures annoncées. A l'inverse, le soutien est plus fort plus le revenu est élevé.

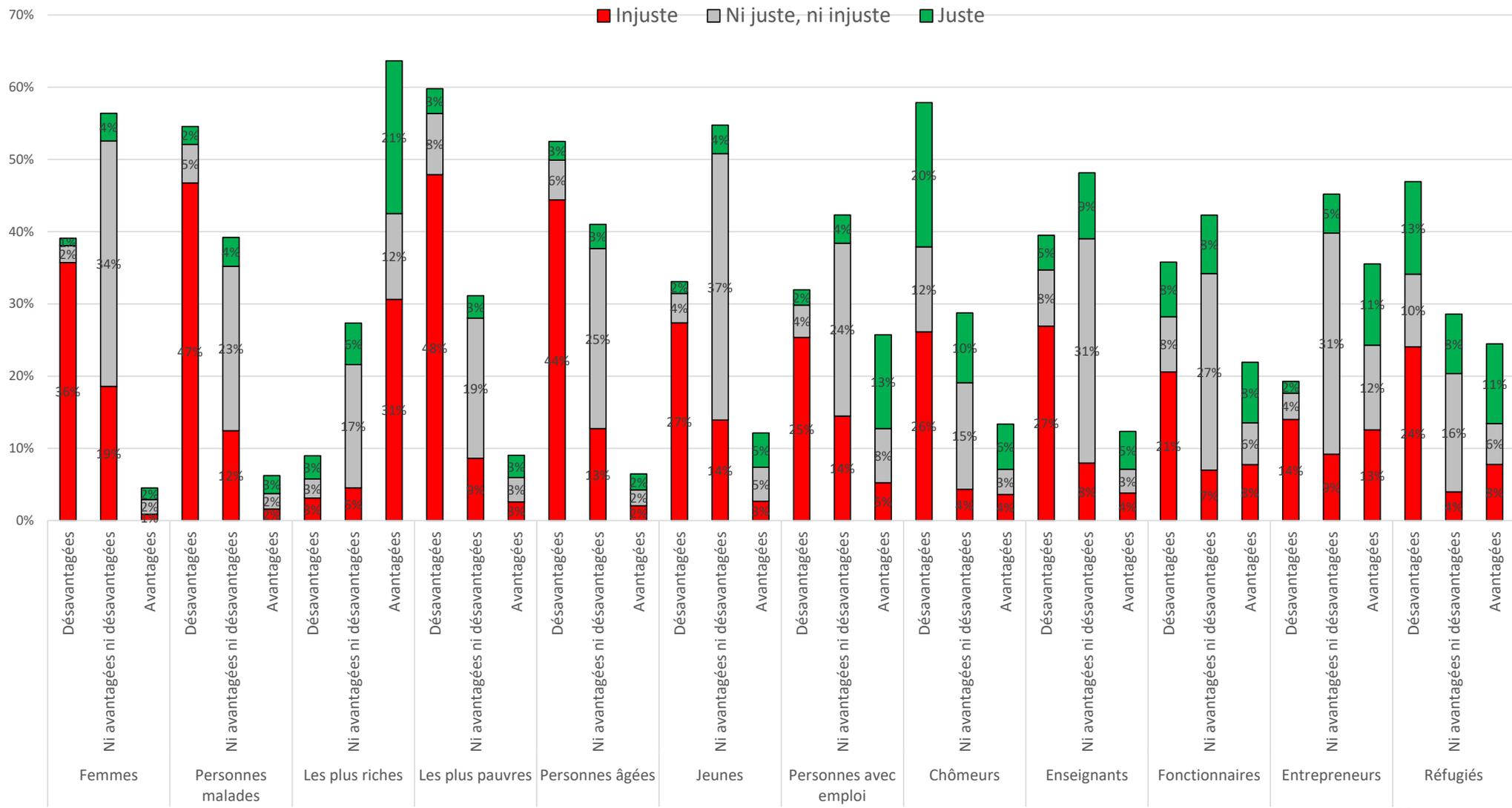
Groupes avantagés et désavantagés par les mesures de De Wever I



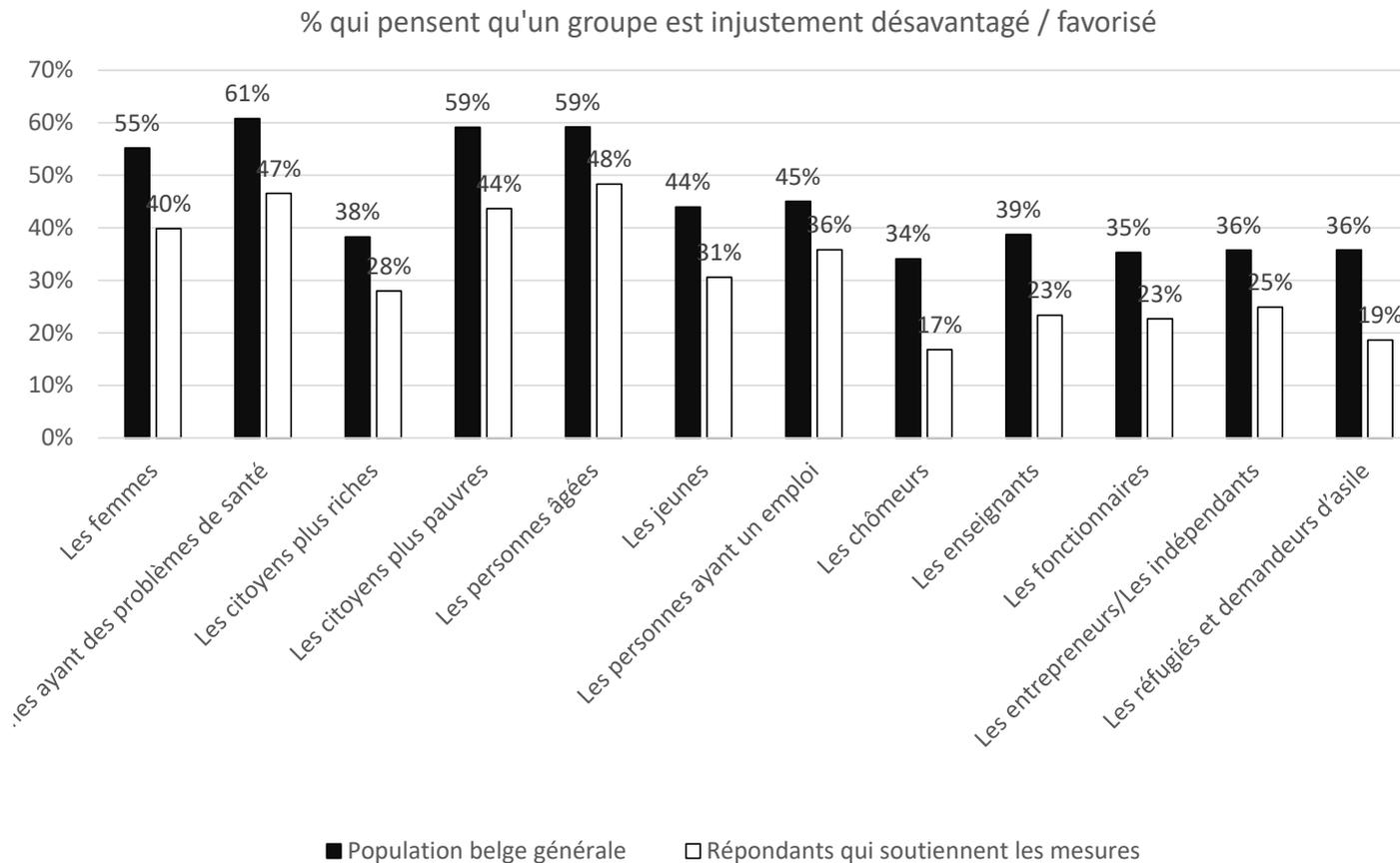
- Dans quelle mesure pensez-vous que les groupes de population suivants seront désavantagés ou favorisés par les mesures proposées par le gouvernement De Wever ?*
 Désavantagé; ni désavantagé, ni avantagé; avantagé; ne sais pas.,
- Les résultats sont très similaires entre les trois régions du pays, c'est pourquoi nous présentons ici la distribution pour l'ensemble de l'échantillon belge.
- Le jugement des citoyens interrogés est clair. Les groupes désavantagés par les mesures annoncées par la nouvelle coalition fédérale sont les groupes les plus précarisés comme les citoyens les plus pauvres (55%), les chômeurs (54%), les personnes âgées (48%), les réfugiés (41%) ou les personnes ayant des problèmes de santé (49%).
- Le seul groupe perçu majoritairement comme étant avantagé par les mesures annoncées par le Gouvernement De Wever est celui des citoyens les plus riches (58%).

Des groupes avantagés ou désavantagés de façon justifiée?

- Nous venons de voir que les citoyens estiment que certains groupes sont particulièrement avantagés ou désavantagés par les mesures annoncées par le Gouvernement De Wever I. La question qui se pose ensuite est de savoir s'ils jugent que ces avantages ou désavantages sont justifiés. Nous leur avons donc posé la question suivante: *Et pensez-vous qu'il est justifié ou injustifié que ces groupes soient désavantagés ou avantagés ?* Injuste, Juste, Ni juste ni injuste.
- Les résultats sont présentés dans le graphique du slide suivant. Pour chaque groupe, nous produisons une barre selon que les répondants trouvent ce groupe avantagé, désavantagé, ou ni avantagé ni désavantagé. Et dans cette barre, nous séparons le pourcentage de répondants qui trouvent la situation juste, injuste, ou ni juste ni injuste. Le graphique présente les résultats pour l'ensemble des répondants dans les 3 régions. Pour chaque catégorie de population, le total de toutes les barres du graphique est égal à 100 %. Les pourcentages diffèrent de ceux présentés sur la diapositive précédente car nous excluons les « ne savent pas » (car ils n'ont pas répondu à cette question sur l'équité).
- Voici un exemple par rapport à l'évaluation de la façon dont les femmes sont affectées par les mesures du Gouvernement De Wever I: 39% des répondants jugent les femmes désavantagées par les mesures annoncées (36%+2%+1%). L'immense majorité d'entre eux trouvent cela injuste (36% vs. 2%+1%). 57% jugent que les femmes ne sont ni avantagées, ni désavantagées (19%+34%+4%), et 19% d'entre eux trouvent injuste cet état de fait (19% vs. 34%+4%). Il s'agit probablement de personnes qui estiment que les mesures du Gouvernement De Wever I ne sont pas assez favorables (ou défavorables) pour les femmes.
- De façon générale, ce graphique montre que quand des groupes qui sont perçus comme désavantagés, ce traitement est considéré très majoritairement comme injuste (le rouge prédomine). Cela vaut pour les personnes malades, les plus précaires et les personnes âgées.
- Cette configuration ne se retrouve pas, cependant, pour deux groupes considérés majoritairement comme désavantagés par les mesures du Gouvernement De Wever I. C'est le cas des chômeurs et des demandeurs d'asile/réfugiés. Ainsi, parmi ceux qui jugent que les chômeurs sont désavantagés, un nombre significatif trouve ce traitement justifié. Ce groupe est de taille assez comparable à celui des répondants qui trouvent les chômeurs désavantagés et de façon injuste. On retrouve la même configuration pour les réfugiés/demandeurs d'asile. Parmi ceux qui les jugent désavantagés par les mesures annoncées, une part significative estime ce traitement justifié (même s'ils sont deux fois moins nombreux que ceux trouvant cela injuste).
- Enfin, si l'on regarde maintenant le groupe considéré comme le plus avantagé par les mesures de De Wever I, la majorité juge cela injuste (31%) mais une part non négligeable estime que ce traitement avantageux est justifié (21%).
- De façon générale, même si nous avons vu que la majorité des répondants semblent d'accord avec les mesures annoncées par le nouveau gouvernement fédéral, ils sont nombreux à estimer que celles-ci affectent les personnes les plus précaires en Belgique, et cela de façon plutôt injuste.



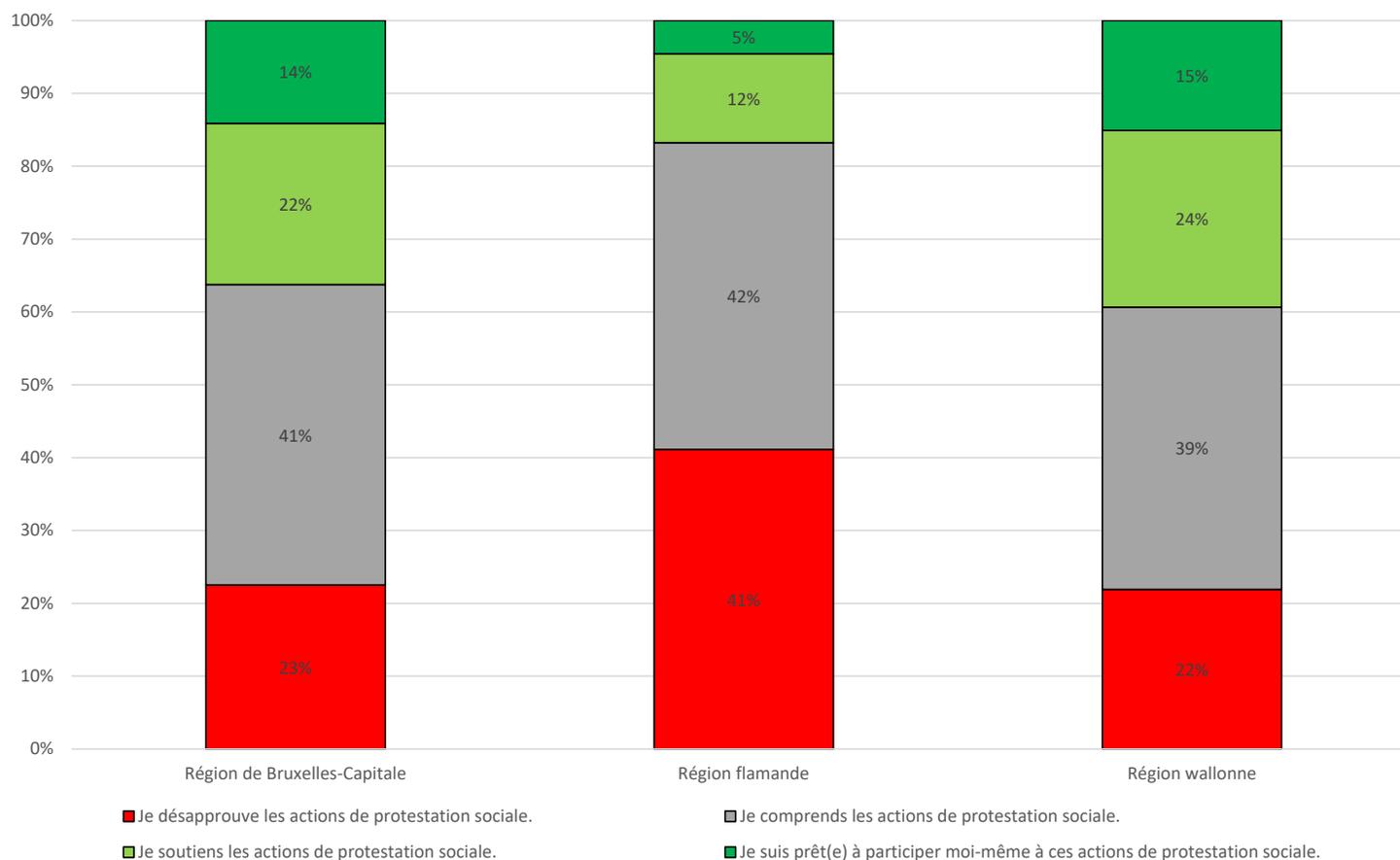
Lien entre soutien et perception de l'équité des mesures



- Nous avons vu plus haut que les mesures annoncées par le gouvernement De Wever I bénéficient d'un large soutien, mais que, dans le même temps, un grand nombre de personnes déclarent que certains groupes plus faibles sont injustement désavantagés par les politiques gouvernementales. Comment concilier ces deux constats ?
- Pour répondre à cette question, nous avons d'abord créé un indice intégré de soutien pour les 14 mesures distinctes (elles s'échelonnent bien ensemble, l'alpha de Cronbach est de 0,8). Cela nous permet d'estimer si les gens soutiennent généralement les mesures gouvernementales ou non. Nous pouvons grâce à cet indicateur identifier les répondants qui soutiennent, de façon générale, les mesures annoncées par le nouveau gouvernement fédéral, et les comparer avec l'ensemble de la population. En particulier, nous pouvons voir si ces répondants favorables aux mesures de De Wever I sont moins nombreux à juger que certains groupes sont injustement désavantagés par ces mesures. C'est ce que nous présentons dans le graphique ci-contre.
- Ce graphique montre clairement que les répondants favorables aux mesures de De Wever I trouvent moins souvent qu'un groupe soit désavantagé de façon injuste. Néanmoins, même chez les partisans de mesures du gouvernement fédéral, on peut voir que près de la moitié trouve quand même que les groupes suivants sont injustement désavantagés par ces mesures: les personnes âgées, les personnes ayant des problèmes de santé, les citoyens les plus pauvres, et les femmes.

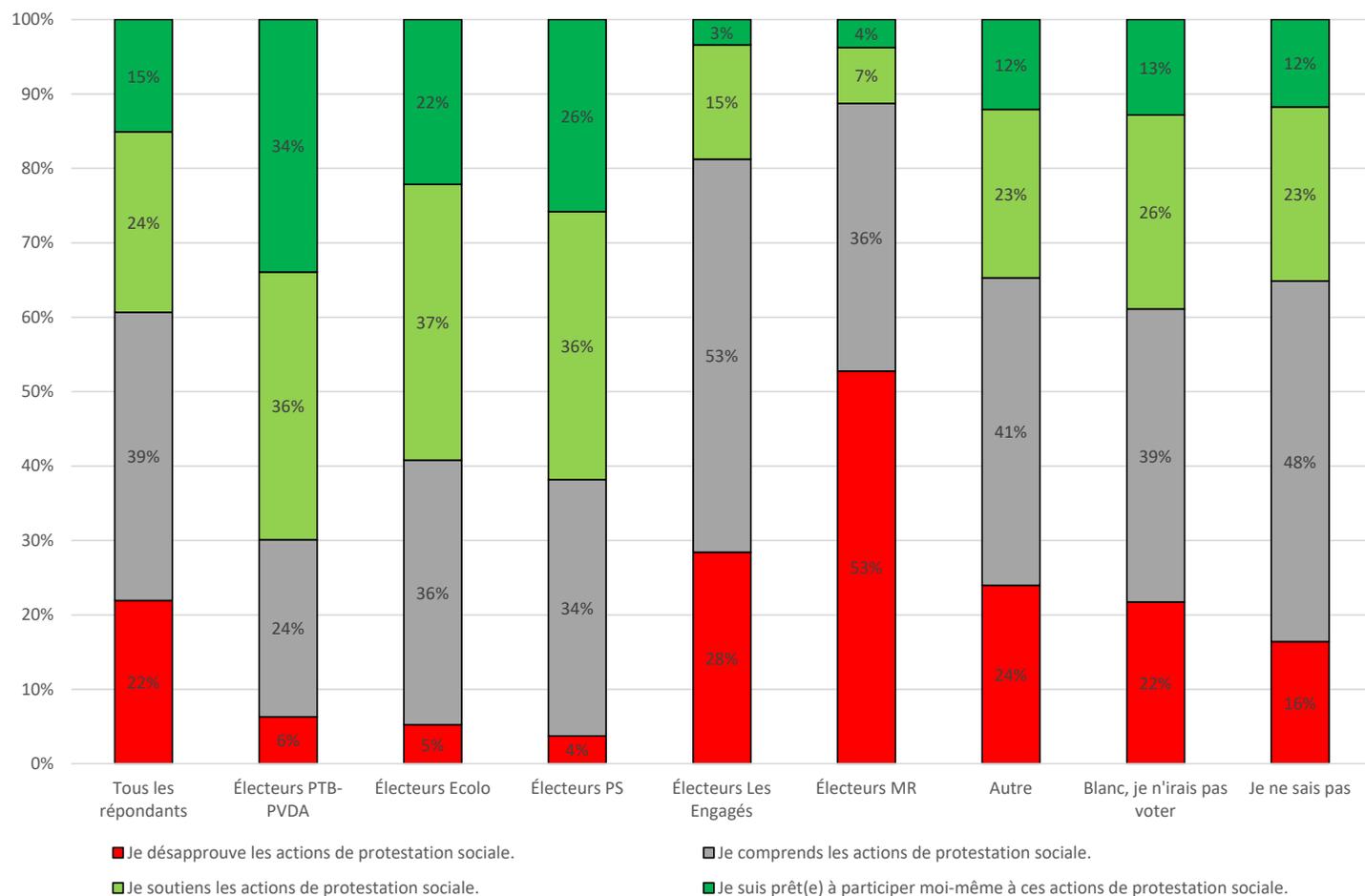
Contestation sociale contre les mesures du Gouvernement De Wever I

Attitude à l'égard des manifestations des mouvements sociaux.



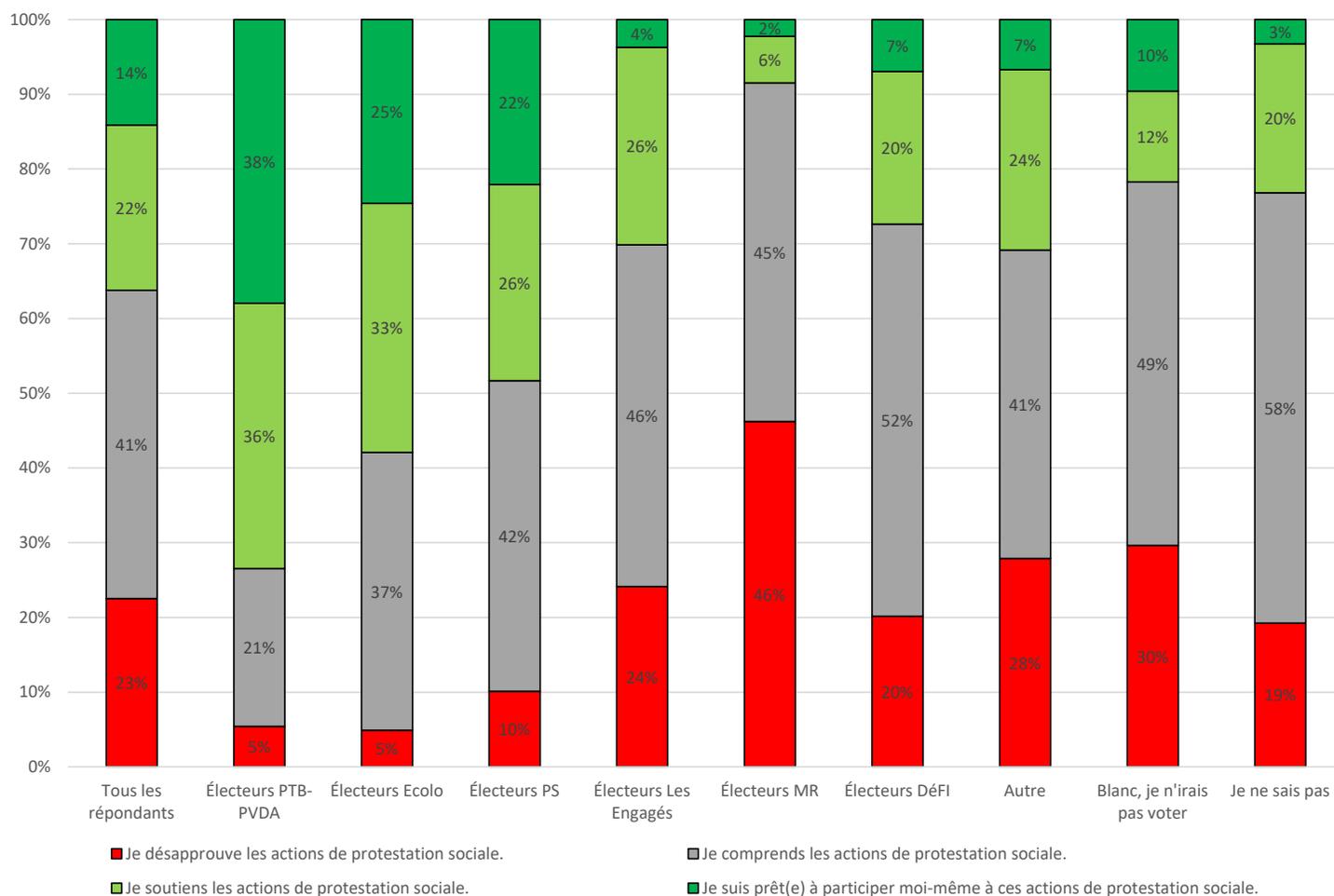
- Depuis l'annonce des mesures du Gouvernement De Wever (et même avant), la grogne sociale s'est manifestée par le biais de diverses actions (grèves générales, grèves à la SNCB, actions chez les magistrats, ...). Nous avons voulu mesurer le soutien à ces actions dans la population des 3 régions.
- *Les projets du gouvernement fédéral ont également suscité des réactions de la part des mouvements sociaux (manifestations, grèves, etc). Quelle est votre position par rapport à ces mouvements de protestation ? Les répondants devaient choisir entre quatre réponses: : je désapprouve, je comprends, je soutiens, je soutiens et je vais participer.*
- Dans chacune des 3 régions, les répondants qui désapprouvent les actions de contestation sociale sont minoritaires. Ce groupe est toutefois nettement plus large en Flandre(41%) qu'en Wallonie (22%) et à Bruxelles (23%).
- La réponse la plus fréquente dans les 3 régions est de "comprendre" ces actions.
- Le soutien et le soutien actif quant à eux, sont nettement minoritaires en Flandre (17%). En revanche, en Wallonie et à Bruxelles, ils sont plus nombreux à soutenir ces actions (36% et 39%) qu'à les désapprouver.

Contestation sociale contre les mesures du Gouvernement De Wever I, par électorat - Wallonie



- Quand on regarde le soutien à la contestation sociale par électorat, on retrouve une nette division entre électeurs des partis du gouvernement fédéral et des partis d'opposition.
- Les plus opposés à ces actions sont les électeurs du MR qui, dans leur majorité, désapprouvent ce mouvement.
- Les électeurs des Engagés sont aussi peu à soutenir le mouvement sociale, en revanche, ils sont une majorité à le comprendre.
- Du côté de l'opposition, le soutien, et même le soutien actif, sont très large. Ceux qui désapprouvent sont, en revanche, très peu nombreux, autour des 5%.

Contestation sociale contre les mesures du Gouvernement De Wever I, par électorat - Bruxelles



- La situation est globalement la même chez les répondants bruxellois.
- L'électorat qui désapprouve le plus est celui du MR, même si cette position n'est pas majoritairement (46%).
- Viennent ensuite les électeurs des Engagés qui, à nouveau, sont plus dans la compréhension que dans la désapprobation ou le soutien. De façon intéressante, cette configuration est très semblable à celles des électeurs de Défi.
- Du côté de l'opposition, on observe très peu de désapprobation mais des différences notables sont à souligner entre partis et par rapport à la Wallonie.
- D'une part, les électeurs du PS et d'Ecolo sont plus dans la compréhension et moins dans le soutien.
- A l'inverse, au PTB, le soutien est très large, même un peu plus qu'en Wallonie).

Conclusion : le gouvernement De Wever I

- Le questionnaire DS/EN2025 contenait toute une série de questions sur le gouvernement De Wever I. Le résultat global est qu'en Flandre, le gouvernement démarre dans un climat très favorable. La satisfaction à l'égard du nouveau gouvernement est plus faible en Wallonie et à Bruxelles, mais il n'y a pas de rejet général du projet de gouvernement, seulement une plus grande division.
- La plupart des Flamands estiment que Bart De Wever est un Premier ministre adéquat ; les Flamands ne sont pas non plus mécontents de la coalition des partis et des ministres ; et le mécontentement à l'égard des mesures annoncées n'est pas très élevé en général.
- Si nous examinons ensuite 14 des mesures annoncées par le gouvernement, nous constatons qu'une majorité claire se dégage en Flandre pour la quasi-totalité d'entre elles, et que cette majorité est parfois très large. A première vue, il y a donc une grande concordance entre les projets du gouvernement et les souhaits de la population. Les mesures socio-économiques les plus importantes peuvent certainement compter sur un fort soutien flamand.
- En Wallonie et à Bruxelles, le soutien est aussi assez large pour ces mesures mais avec deux réserves. Premièrement, la proportion de citoyens favorables aux mesures annoncées est un peu plus petite. Deuxièmement, la part de citoyens qui y sont très défavorables est plus large au sud du pays.
- Le soutien aux mesures de De Wever I n'est toutefois pas sans paradoxe. Premièrement, même si le soutien aux mesures annoncées est assez large, ces mesures sont vues comme défavorables à certains groupes plus fragiles (les plus pauvres, les personnes âgées, les sans emploi), et cela de façon assez injuste. Le soutien aux mesures peut donc aller de paire avec l'idée que la charge pour financer ces mesures pourrait être répartie de façon plus équitable.
- Le deuxième paradoxe est que de nombreux répondants, et cela dans les trois régions du pays, comprennent et même soutiennent (passivement) la protestation contre les mesures du gouvernement De Wever. Il y a plus de Flamands, Wallons et Bruxellois qui comprennent (ou qui expriment leur soutien à la protestation ou qui disent qu'ils se joindront eux-mêmes à la protestation) que de répondants des trois régions qui désapprouvent la protestation.
- Enfin, la perception des mesures du Gouvernement De Wever divise les électors des partis en Wallonie et à Bruxelles. En particulier, les électeurs des deux partis francophones de la majorité, MR et Les Engagés, sont beaucoup plus positifs que ceux des partis d'opposition, et surtout que les électeurs du PTB.
- On retrouve cette même division entre électors des partis de la majorité et de l'opposition en Flandre, même si Vooruit se distingue en ayant un électorat très divisé par rapport aux mesures d'un gouvernement auquel le parti est pourtant associé.